

N° 13-016-X au catalogue

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires



Estimations préliminaires 2008



Statistique Canada
Statistics Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
p	provisoire
r	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la <i>Loi sur la statistique</i>
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0^s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux 613-951-3640; iead-info-dcrd@statcan.gc.ca.

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8h30 et 16h30 du lundi au vendredi aux numéros suivants:

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements 1-800-263-1136

Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629

Télécopieur 1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux:

Service de renseignements 1-613-951-8116

Télécopieur 1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements 1-800-635-7943

Télécopieur 1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 13-016-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de choisir la rubrique «Publications».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous «À propos de nous» > «Offrir des services aux Canadiens».

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires

Estimations préliminaires 2008

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2009

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Avril 2009

N° 13-016-XIF au catalogue, vol. 5, no 1

Périodicité : semestriel
ISSN 1715-071X

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-016-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexeswww.statcan.ca/cen**PIB provinciaux en termes de revenus et de dépenses**

Tableaux de données	13-018-XWF
Tableaux CANSIM	384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, 384-0036

PIB provinciaux par industrie

Tableaux CANSIM	379-0025, 379-0026, 381-0015, 381-0016, 386-0002
CD-ROM :	
Produit intérieur brut provincial (PIB) par industrie et secteur aux prix de base	15-209-XCB
Production brute provinciale par industrie et secteur	15-210-XCB

Comptes économiques canadiens

Publications :	
Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens	13-010-XIF
Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens	13-605-XIF

PIB national en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0060, 382-0006
Tableaux de données	13-019-XWF et 13-021-XWF

PIB national par industrie

Tableaux CANSIM	379-0027, 381-0009 à 381-0014
Publication :	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Table des matières

Aperçu	6
Faits saillants par province et par territoire	8
Terre-Neuve-et-Labrador	8
Île-du-Prince-Édouard	9
Nouvelle-Écosse	10
Nouveau-Brunswick	11
Québec	12
Ontario	13
Manitoba	14
Saskatchewan	15
Alberta	16
Colombie-Britannique	17
Yukon	18
Territoires du Nord-Ouest	19
Nunavut	20
À propos de cette publication	35
Politique de révision	35
Révisions dans cette édition	35
À propos de : Comptes économiques des provinces et des territoires	36

Aperçu

Estimations préliminaires 2008

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,5 % au niveau national en 2008, ce qui constitue un ralentissement par rapport au taux de croissance de 2,7 % enregistré en 2007. La production économique a fluctué en dents de scie au cours des sept premiers mois de l'année, puis a reculé chaque mois, du mois d'août jusqu'à la fin de décembre, la demande mondiale et les prix des produits de base ayant fléchi, dans le contexte de la turbulence sur les marchés financiers mondiaux.

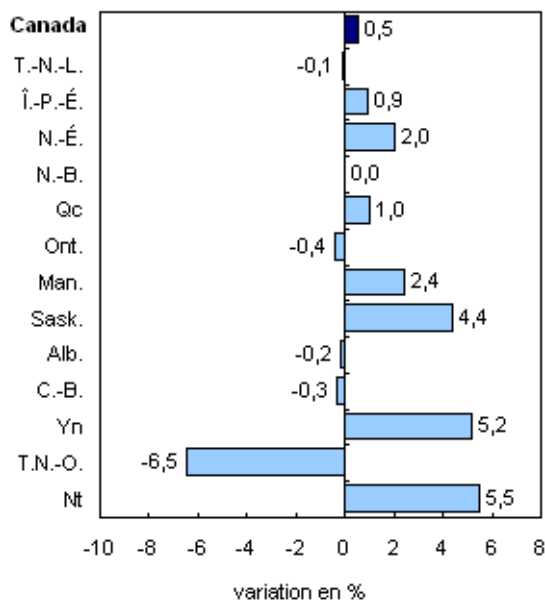
L'année a été marquée par un recul des exportations, le premier depuis 2003. Le commerce des produits fabriqués, et plus particulièrement les produits de la forêt et les produits automobiles, a été durement touché. La demande intérieure a augmenté à un rythme plus lent qu'en 2007, la croissance des dépenses personnelles étant plus faible et la construction de logements ayant diminué.

L'investissement des entreprises en construction non résidentielle et en machines et le matériel a augmenté légèrement. Les bénéfices des sociétés ont été en hausse, en raison des prix élevés des produits de base, particulièrement au cours de la première partie de l'année.

La production de la plupart des industries productrices de biens a diminué en 2008, celles de la fabrication et la foresterie ayant été durement touchés. La croissance des industries de services a ralenti.

La croissance du PIB dans cinq provinces et deux territoires a été supérieure à celle pour l'ensemble de l'économie canadienne. Ces régions ont généralement connu une forte croissance de leur secteur de la construction, ou encore les dépenses personnelles ou celles des administrations publiques ont été assez élevées pour contrebalancer la faiblesse générale du marché des exportations.

Graphique 1 Produit intérieur brut réel, 2008



En 2008, le PIB de la Saskatchewan a connu une hausse marquée, progressant de 4,4 %. Une récolte exceptionnelle ainsi que l'essor du secteur de la construction ont été à l'origine de cette hausse. L'économie du Manitoba a progressé de 2,4 %, soit une croissance moins élevée qu'au cours des deux années précédentes. Les dépenses personnelles et celles des administrations publiques ont permis aux économies de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard de progresser plus rapidement que l'économie nationale. En dépit d'un recul du secteur de la fabrication, le Québec est demeuré au-dessus du taux de croissance national, les entreprises ayant poursuivi leur investissement en construction non résidentielle.

Note aux lecteurs

Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux dépenses et des statistiques par industrie (telles que les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculées à partir de mesures en volume, c'est-à-dire après avoir enlevé les variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques relatives au revenu (telles que le revenu personnel, le revenu du travail et les bénéfices des sociétés) sont calculées à partir de valeurs nominales, c'est-à-dire sans correction des variations de prix.

Les comptes économiques provinciaux et territoriaux ne sont disponibles que sur une base annuelle. Les estimations provisoires des comptes économiques provinciaux et territoriaux pour 2008 sont comprises dans le présent communiqué. Les données des années antérieures n'ont fait l'objet d'aucune révision. Les estimations révisées pour les années 2005 à 2008 seront publiées à l'automne.

L'économie du Nunavut a profité de la construction de mines, tandis que celle du Yukon a continué d'être alimentée par la production de cuivre.

L'Ontario a subi les contrecoups d'un repli important de la fabrication de véhicules automobiles et de produits connexes. La croissance à Terre-Neuve-et-Labrador ainsi qu'en Alberta a été atténuée par les baisses de production de pétrole et de gaz. De plus, l'Alberta a aussi été affectée par un repli du secteur de la fabrication. La croissance en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick a été freinée par une baisse dans les industries de la foresterie et les procédés de fabrication connexes. Un repli des mines de diamants a freiné la croissance de l'économie dans les Territoires du Nord-Ouest.

Faits saillants par province et par territoire

Terre-Neuve-et-Labrador

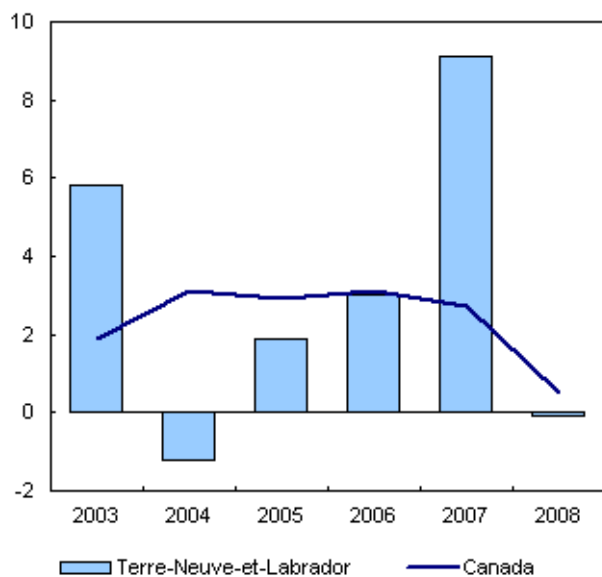
Le recul de l'extraction de pétrole et de gaz entraîne un ralentissement de l'activité économique

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a connu une baisse de 0,1 % en 2008, après une hausse de 9,1 % du PIB réel en 2007.

Après une année exceptionnelle en 2007, l'extraction de pétrole et de gaz a diminué en 2008. La production du champ White Rose a reculé. Des bris d'équipement et un ralentissement général dans l'industrie en raison de la conjoncture économique ont atténué la production ailleurs dans la province. Les exportations totales, épousant ce repli, ont diminué de 0,2 %, après deux années de croissance vigoureuse.

Graphique 2 Le PIB de Terre-Neuve-et-Labrador

variation en %, dollars enchaînés (2002)



À l'exclusion du secteur de l'énergie, l'activité économique a poursuivi sa lancée. La production du secteur de la pêche a progressé pour la troisième année d'affilée. La production minière a continué de prendre de l'expansion, après trois années de fortes hausses.

Les bénéfices des sociétés ont augmenté de 5,2 %, après six années d'augmentations à deux chiffres, les prix des produits de base s'étant repliés vers la fin de l'année et les volumes de production ayant diminué. Les prix élevés des produits de base au début de l'année ont aussi alimenté les revenus tirés des redevances, ce qui a contribué à renflouer les coffres des administrations publiques.

L'investissement des entreprises en construction non résidentielle a diminué pour la troisième année d'affilée, de grands projets miniers et pétroliers étant passés de l'étape de la construction à celle de la production.

La fabrication a progressé encore une fois en 2008, contrairement à la tendance nationale. La production d'aliments a été particulièrement forte.

Le revenu du travail a continué d'être affecté par les importants paiements spéciaux versés en 2006 et 2007 qui ont réduit les déficits actuariels des régimes de pension des employés du secteur public. Le revenu du travail a diminué de 4,4 % en 2008, après une baisse similaire en 2007. Si l'on exclut ces paiements spéciaux, le revenu du travail a progressé de 6,4 % en 2008.

Stimulées par la plus forte hausse de l'emploi depuis 2003 et la première augmentation de la population depuis 1992, les dépenses personnelles ont augmenté de 4,6 %. Les dépenses en biens durables, comme les voitures et les camions, ont progressé de 13 % pour la deuxième année consécutive. Les mises en chantier ont connu une hausse marquée, ce qui rend compte de la vigueur des dépenses du secteur des ménages. L'investissement des entreprises en construction résidentielle a augmenté de 7,3 %, après une hausse similaire l'année précédente. La demande intérieure finale a progressé de 3,2 %. Les détaillants et les grossistes ont profité de cette activité économique et ont enregistré des hausses pendant l'année.

Île-du-Prince-Édouard

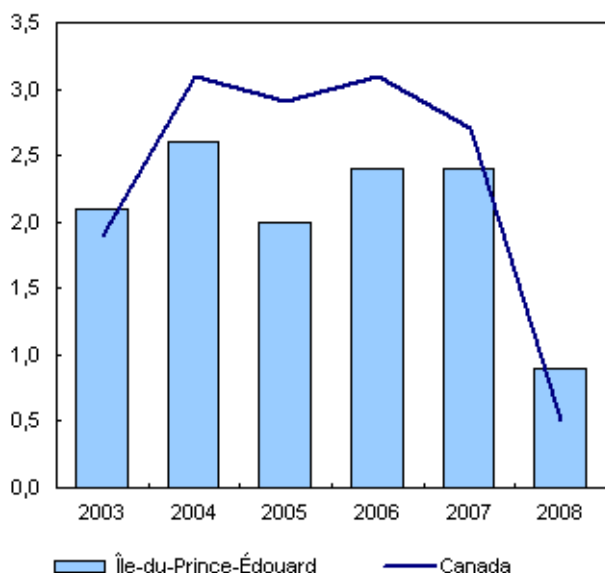
Les dépenses de consommation stimulent l'activité économique

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a enregistré un taux de croissance de 0,9 % en 2008, légèrement supérieur à celui de l'économie nationale (+0,5 %). Une augmentation de 2,9% des dépenses de consommation a permis à l'économie de maintenir sa progression. Le taux de croissance du PIB a été plus faible qu'en 2007, la production et les exportations de cultures agricoles et de bétail ayant diminué.

La croissance des dépenses personnelles a été plus faible qu'en 2007, mais similaire à la moyenne annuelle enregistrée au cours des cinq années précédentes. Les achats de véhicules automobiles ont augmenté et le revenu du travail s'est accru de 3,9 %, faisant suite à une croissance vigoureuse en 2007.

Graphique 3 Le PIB de l'Île-du-Prince-Édouard

variation en %, dollars enchaînés (2002)



Les dépenses des administrations publiques en biens et services ont augmenté à leur rythme le plus rapide depuis 2003. La croissance des services d'enseignement a reflété ces augmentations de dépenses, tandis que les services des administrations publiques ont augmenté plus rapidement qu'en 2007. L'investissement des administrations publiques en machines et matériel a connu une hausse importante.

La production de cultures agricoles a diminué pour une deuxième année d'affilée, les agriculteurs ayant réduit la superficie cultivée. La production de pommes de terre a

souffert du temps humide lors de la récolte. Du fait de cette production réduite, les agriculteurs n'ont pas pu profiter pleinement des prix plus élevés des cultures agricoles, et le revenu comptable net des exploitants agricoles a diminué. Par ailleurs, le secteur de la pêche a enregistré une deuxième année consécutive de forte croissance.

Les exportations ont été en baisse, reflétant le recul de la production de cultures agricoles et de bétail ainsi que de l'activité dans le secteur de la fabrication. La transformation des aliments est demeurée aux niveaux de 2007, tandis que des baisses marquées de la fabrication de produits chimiques ont atténué la croissance. Par contre, la fabrication de matériel de transport a augmenté. Le transport par camion a connu une légère hausse, tandis que les grossistes ont enregistré une faible baisse de leur production. Les bénéfices des sociétés ont continué d'augmenter, mais au rythme le plus faible depuis 2004.

L'investissement des entreprises était en baisse en 2008, l'ensemble des principales composantes ayant diminué. L'investissement en construction résidentielle a chuté, en raison des plus faibles coûts de transfert liés au marché de la revente. L'investissement en construction non résidentielle a connu une baisse pour une deuxième année consécutive. L'investissement en machines et matériel a aussi reculé, après une importante hausse en 2007. Les importations en provenance des autres pays étaient aussi en baisse.

Le secteur du tourisme a connu une année terne en 2008. La production du secteur de l'hébergement a reculé, tandis que les services de restauration ont affiché une faible hausse.

Nouvelle-Écosse

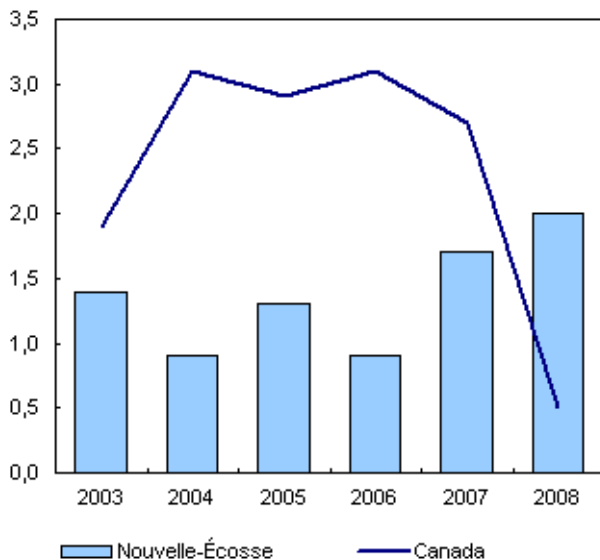
Les dépenses personnelles et celles des administrations publiques stimulent l'économie

L'économie de la Nouvelle-Écosse a progressé de 2,0 % en 2008, soit à un taux supérieur à celui de 1,7 % enregistré en 2007, dépassant largement le taux national de 0,5 %.

Les consommateurs ont stimulé l'économie de la Nouvelle-Écosse, les dépenses personnelles ayant progressé de 3,1 % en 2008, la hausse la plus forte depuis 2002. Les achats de véhicules automobiles ont continué à alimenter les dépenses. La croissance de la population a repris, après la baisse enregistrée en 2007, ce qui a aussi agi comme un stimulant. Une hausse de 1,1 % de l'emploi a favorisé la progression de 4,6 % du revenu du travail, la plus forte depuis 2005.

Graphique 4 Le PIB de la Nouvelle-Écosse

variation en %, dollars enchaînés (2002)



Les dépenses des administrations publiques en biens et services se sont accélérées, progressant de 3,8 %. L'investissement en capital des administrations publiques a aussi affiché des fortes hausses, après avoir diminué en 2007.

Les services produits par les secteurs de la santé, de l'enseignement et des administrations publiques ont tous augmenté plus rapidement en 2008 que pendant l'année précédente. Les services d'hébergement et de restauration ont aussi progressé en 2008, après un repli l'année précédente.

L'investissement des entreprises en construction non résidentielle a augmenté, après une baisse marquée en 2007. Du fait de plusieurs grands projets qui en sont aux étapes initiales de développement, les ouvrages de génie, et plus particulièrement ceux dans le domaine de la production d'énergie, ont stimulé l'investissement. Par ailleurs, l'investissement en construction résidentielle a diminué, les mises en chantier ayant chuté. Les entreprises ont réduit leurs dépenses en machines et matériel de 20 %.

Les exportations ont augmenté de 0,8 % en 2008, un taux de croissance plus faible que celui de 1,7 % enregistré en 2007, mais bien supérieur à la baisse de 4,7 % enregistrée au niveau national. Les livraisons de gaz naturel ont continué de progresser; toutefois, les résultats n'ont pas été aussi bons pour de nombreux produits fabriqués. Dans l'ensemble, la production de la fabrication a chuté de 0,9 %. Une baisse dans la fabrication d'aliments, de produits du bois et de produits en plastique et en caoutchouc a été contrebalancée en partie seulement par des hausses dans la fabrication de matériel de transport. Les bénéfices des sociétés ont connu une forte augmentation, les prix de l'énergie étant demeurés élevés pendant la majeure partie de l'année. Les prix des biens et services exportés ont progressé de 7,4 %.

Les services de transport ont aussi augmenté, ayant été stimulés par la progression de l'activité économique. Le transport par camion et les activités de soutien au transport ont tous les deux affiché une croissance solide par rapport à l'année précédente.

Nouveau-Brunswick

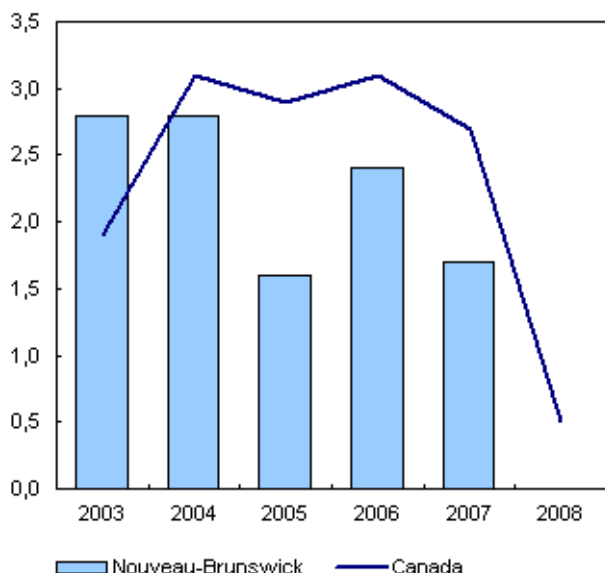
Le secteur forestier et la fabrication freinent l'économie

Le PIB réel du Nouveau-Brunswick est demeuré inchangé en 2008, après des hausses de 1,7 % en 2007 et de 2,4 % en 2006.

Le secteur forestier au Nouveau-Brunswick a continué de ralentir, parallèlement à la baisse du marché du logement aux États-Unis. La production de l'industrie a chuté de 27 % en 2008, après une baisse de 9,0 % en 2007. Ce recul a aussi touché la fabrication liée au secteur forestier. La fabrication de produits du bois a diminué de 23 %, après une baisse en 2007. La fabrication de papier a aussi connu un repli marqué.

Graphique 5 Le PIB du Nouveau-Brunswick

variation en %, dollars enchaînés (2002)



La transformation des aliments a diminué de 5,9 %, après trois années de croissance. La baisse est le résultat du recul de la production de cultures agricoles. Les niveaux élevés d'humidité pendant l'été ont affecté les récoltes de pommes de terre, qui ont baissé.

Les exportations ont diminué de 2,8 %, touchées par la baisse dans le secteur forestier et la fabrication. Le commerce de gros a reculé pour la troisième année d'affilée. Le transport, et plus particulièrement le transport par camion et par rail, a aussi été en baisse pendant l'année. Les bénéfices des sociétés, qui ont subi les contrecoups du ralentissement des livraisons et des marges plus faibles, ont diminué de 14 %.

L'investissement des entreprises en construction résidentielle a continué d'augmenter, les mises en chantier ayant légèrement progressé. L'investissement des entreprises en construction non résidentielle a encore augmenté en 2008 (+11 %), après avoir connu des hausses de 75 % en 2006 et de 27 % en 2007. Les travaux sur plusieurs grands projets de mine et de pipeline et sur la remise à neuf de la centrale nucléaire de Point Lepreau se sont poursuivis. Toutefois, en raison de la fermeture temporaire de la centrale, la production des services publics a diminué et les importations des produits de l'énergie ont été en hausse.

Les fabricants de produits liés à la construction ont augmenté leur production. La production de métaux et celle de machines ont toutes deux augmenté. Le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz en est un autre qui a progressé dans la province, les baisses dans l'extraction de charbon et de minerai métallique ayant été plus que contrebalancées par la production accrue dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz.

Stimulé par des emplois bien rémunérés dans la construction et par le recrutement par les administrations publiques, le revenu du travail a augmenté de 4,5 %, soit à un rythme similaire à celui de 2007. La croissance de l'emploi a ralenti, pour s'établir à 0,8 %. En raison de la croissance démographique et de l'expansion de la population active, le taux de chômage a augmenté.

Les dépenses de consommation n'ont pas progressé aussi rapidement qu'en 2007. Toutefois, le taux de croissance de 3,4 % a été similaire à la moyenne des cinq années précédentes. Les ménages ont augmenté leurs dépenses en biens durables de 8,6 %.

La production des sociétés d'assurance a connu une hausse, qui faisait suite à un faible recul en 2007. Les administrations fédérale, provinciales et municipales ont élargi leurs services. Les hôpitaux et les services d'enseignement ont aussi progressé plus rapidement qu'en 2007.

Québec

La construction continue de stimuler l'économie

L'économie du Québec a progressé de 1,0 % en 2008, l'investissement en construction non résidentielle ayant continué de stimuler l'économie pour une troisième année d'affilée. L'investissement en construction résidentielle a connu une faible baisse, les mises en chantier ayant diminué.

Les dépenses personnelles ont augmenté de 3,1 % en 2008. Même si elles n'ont pas connu une hausse aussi rapide qu'en 2007, le taux était similaire à la moyenne des cinq années précédentes. Les achats de biens durables, comme les véhicules automobiles, ont continué de favoriser la croissance des dépenses de consommation. Un règlement important d'équité salariale avait contribué à une augmentation de 5,9 % du revenu personnel en 2007. Par conséquent, le revenu personnel a donc augmenté à un rythme plus lent en 2008. La croissance de l'emploi a aussi connu un ralentissement. Le taux de chômage est demeuré inchangé par rapport à l'année précédente.

livraisons. Le commerce de gros a augmenté à un rythme plus lent, par suite de la faiblesse dans le secteur de la fabrication. Les exportations totales ont diminué.

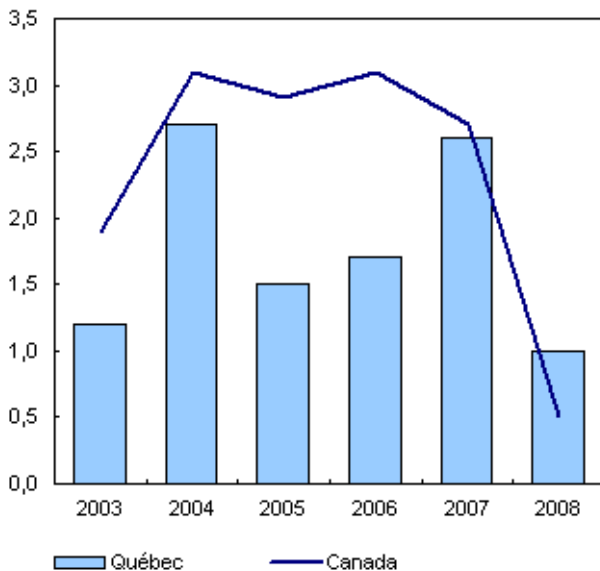
Les activités de soutien à l'extraction minière, telle que l'exploration, ont monté en flèche.

La croissance dans les administrations publiques et la santé s'est accélérée par rapport à 2007. Le secteur de l'hébergement a aussi connu une amélioration.

Les bénéfices des sociétés ont diminué de 2,9 %, comparativement à une hausse de 6,4 % au niveau national.

Graphique 6 Le PIB du Québec

variation en %, dollars enchaînés (2002)



La production de la fabrication a diminué de 2,6 %, après deux années de baisses plus faibles. En 2008, le recul a été généralisé. La fabrication de vêtements et de textiles a poursuivi sa tendance à la baisse amorcée il y a quelques années. La fabrication de produits du bois a aussi diminué, reflétant la faiblesse du secteur forestier. Par ailleurs, la fabrication de produits aérospatiaux est demeurée forte.

La production du secteur forestier a diminué pour la troisième année consécutive, la dégradation du marché du logement aux États-Unis ayant entraîné une réduction des

Ontario

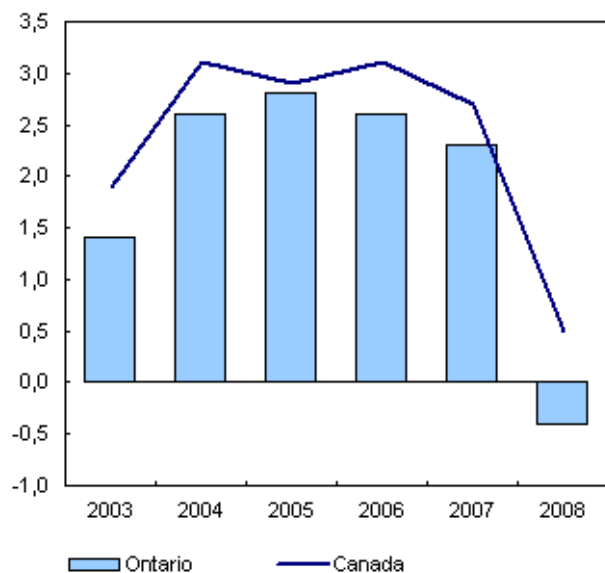
La fabrication continue de reculer

L'économie de l'Ontario a connu un recul de 0,4 % en 2008, ce qui est bien inférieur à la hausse de 2,3 % enregistrée l'année précédente. Le recul du secteur de la fabrication s'est aggravé, après deux années de baisses, et il a été principalement responsable du repli de l'économie. La croissance de l'Ontario a généralement été inférieure au taux de croissance national depuis 2003.

Les fabricants de matériel de transport ont été encore une fois durement touchés, leur production ayant chuté de 21 %. Dans le secteur de la fabrication de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles, des usines ont fermé et la production a diminué. Le ralentissement économique aux États-Unis a continué de causer des difficultés aux producteurs. Le recul de la fabrication a été généralisé, 16 des 21 sous-groupes ayant enregistré des baisses.

Graphique 7 Le PIB de l'Ontario

variation en %, dollars enchaînés (2002)



La production de vêtements (-28 %) et la fabrication de produits du bois (-14 %) ont diminué de façon marquée. La production de papier a aussi diminué, mais dans une moins large mesure. La baisse de la demande à l'exportation qui a touché ces industries a aussi eu des répercussions sur le secteur forestier, qui a chuté de 12 %. Dans l'ensemble, les exportations ont reculé de 5,3 %. Il s'agit de la baisse la plus marquée depuis que ces séries de données ont commencé à être produites en 1981. Les

bénéfices des sociétés ont aussi fortement diminué. Les grossistes ont été affectés par le recul du secteur de la fabrication, leur production ayant diminué de 1,2 %.

Trois industries de la fabrication sont dignes de mention parce qu'elles sont allées à l'encontre de la tendance à la baisse en 2008. Les industries aérospatiales ont rebondi, après une baisse en 2007. Les fabricants de produits pharmaceutiques ont augmenté leur production de 13 %, tandis que la production des fabricants d'ordinateurs et de produits électroniques a progressé légèrement.

L'activité dans le secteur de la construction a diminué, l'investissement en construction non résidentielle étant en baisse. L'investissement des entreprises en construction résidentielle a diminué pour la première fois depuis 1998.

Le secteur minier a été stimulé par la mine de diamants Victor, la cinquième au Canada, qui a commencé sa production au début de 2008.

L'économie a continué de produire des emplois, particulièrement au cours de la première partie de l'année. Le revenu du travail a progressé de 4,3 %, soit à un rythme inférieur à celui de 4,7 % enregistré l'année précédente. Les dépenses de consommation (+2,6 %) ont ralenti pour atteindre leur taux de croissance le plus faible depuis 2001. Le revenu personnel disponible a augmenté de 5,1 % alors que les dépenses nominales de consommation ont connu une hausse de 4,1 %. Par conséquent, l'épargne personnelle se situait à 13,4 milliards de dollars en 2008, en hausse par rapport aux 10,2 milliards de dollars enregistrés en 2007.

L'augmentation de l'activité dans les aéroports et les gares routières a aidé les services d'hébergement à tirer parti de la hausse de l'an dernier; l'activité des services de restauration a aussi augmenté.

Les soins de santé, l'enseignement et les administrations publiques ont tous progressé légèrement. Les dépenses des services de défense ont contribué dans une large mesure à la croissance de l'administration fédérale.

Manitoba

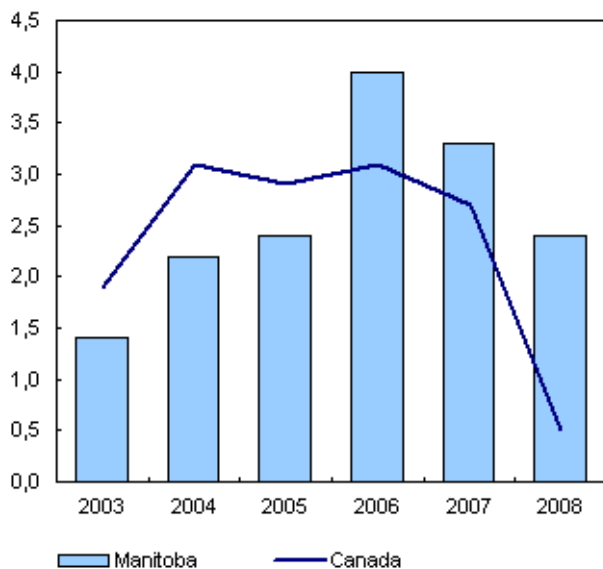
Les dépenses en immobilisations contribuent à soutenir la croissance économique

L'économie du Manitoba a progressé de 2,4 % en 2008, sa troisième année consécutive de croissance supérieure au taux national. L'activité du secteur de la construction a continué de soutenir l'économie.

L'investissement en construction non résidentielle a été le stimulant le plus important, avec une croissance à deux chiffres pour la troisième année d'affilée. La fin du projet de construction de Manitoba Hydro et la poursuite des travaux à l'aéroport de Winnipeg et pour le canal de dérivation de la rivière Rouge ont contribué à la progression. L'expansion du marché du logement s'est poursuivie, l'investissement en construction résidentielle ayant augmenté pour la neuvième année consécutive.

Graphique 8 Le PIB du Manitoba

variation en %, dollars enchaînés (2002)



Le revenu du travail a progressé de 6,2 %, après avoir connu une croissance de 7,3 % en 2007. Le taux de croissance de 2008 a été bien supérieur au taux moyen des cinq années précédentes. Les dépenses personnelles ont augmenté de 4,2 %, après une croissance de 5,0 % en 2007. Une augmentation de 1,2 % de la population de la province a contribué à stimuler davantage les dépenses. Les grossistes ont aussi enregistré une autre année de croissance.

Après avoir progressé de 5,3 % en 2007, le secteur de la fabrication a connu une hausse légère en 2008. Les baisses dans la fabrication de métaux de première

transformation, de produits du bois et de papier ont été contrebalancées par des hausses dans l'impression, la fabrication de matériel de transport et la production d'instruments aratoires.

La production du secteur minier a été en baisse pour une deuxième année consécutive. L'extraction de pétrole et de gaz a continué de progresser, faisant suite à des hausses enregistrées au cours des années précédentes.

Les industries productrices de biens ont progressé à un rythme plus rapide que celles des services au cours de l'année.

Les bénéficiaires des sociétés ont connu une hausse de 2,4 % en 2008, la plus faible depuis 2001.

Après une mauvaise récolte en 2007, la production de cultures agricoles a été en hausse en 2008. Par conséquent, le revenu comptable net des exploitants agricoles a été bien supérieur aux niveaux enregistrés au cours des années précédentes.

L'industrie du transport a été touchée par la faiblesse de l'économie nord-américaine. Le transport ferroviaire a chuté alors que les camionneurs n'ont enregistré qu'une légère hausse de leur production.

Le secteur financier a réussi à progresser en dépit des bouleversements sur les marchés mondiaux vers la fin de l'année. De façon plus particulière, les bailleurs de biens immobiliers ont connu une forte année de croissance.

Les hôteliers et les restaurateurs ont affiché une croissance de 2,1 %, après trois années de hausses légères.

Saskatchewan

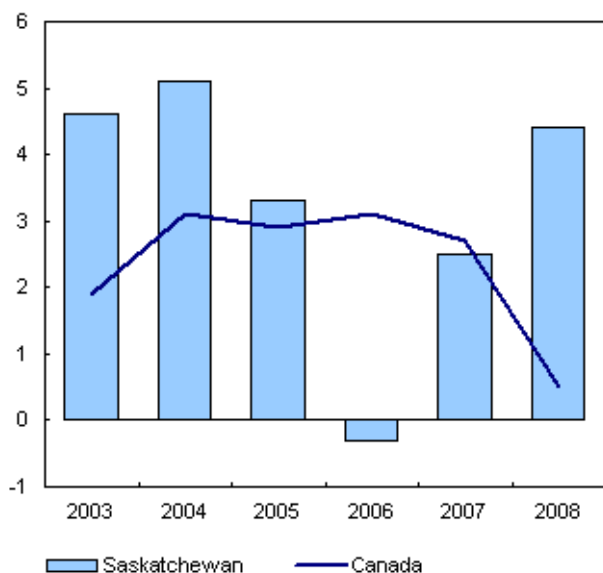
Le prix des produits de base et des cultures agricoles exceptionnelles rehaussent l'économie

L'économie de la Saskatchewan a augmenté de 4,4 % en 2008, la croissance la plus forte parmi les provinces. Cela faisait suite à une hausse de 2,5 % en 2007.

Le secteur agricole a été stimulé par une récolte exceptionnelle en 2008, la production ayant bondi de 22 %. Les exportations de canola ont fortement progressé. Le revenu net des exploitants agricoles a progressé de plus de 1,5 milliard de dollars par rapport à l'année précédente.

Graphique 9 Le PIB de Saskatchewan

variation en %, dollars enchaînés (2002)



Les prix des produits de base, et plus particulièrement la potasse et le pétrole, ont donné lieu à des hausses marquées du revenu des sociétés et des administrations publiques. Les bénéfices des sociétés ont fait un bond de 58 %, Le revenu du travail a augmenté de 8,4 %, un taux de croissance plus élevé que le taux national de 4,9 %.

L'emploi total a connu une hausse de 2,2 %, tandis que le taux de chômage a diminué, pour s'établir à 4,1 %. La population a progressé de 1,6 %, ce qui a contribué à stimuler davantage l'économie.

L'augmentation du revenu du travail et de la population a stimulé les dépenses de consommation, celles-ci ayant augmenté de 5,5 %. Cela est bien supérieur à la moyenne des cinq années précédentes. Les dépenses personnelles en biens durables ont fait un bond de 14 %. Les ventes de

véhicules automobiles et les dépenses liées à l'établissement des nouveaux ménages ont continué de progresser.

L'investissement des entreprises en construction résidentielle a augmenté de 7,4 %, après une croissance à deux chiffres en 2007, les hausses de mises en chantier s'étant poursuivies. L'investissement des entreprises en construction non résidentielle a augmenté de 17 %, ayant rebondi après avoir enregistré un recul en 2007.

L'exploration et les activités de soutien à l'extraction minière ont augmenté de façon marquée. L'activité du commerce de gros a fait un bond de 9,5 %.

Contrairement à la tendance nationale, les fabricants de la province ont augmenté leur production en 2008. Les producteurs de machines agricoles ont conservé des carnets de commande bien remplis, tout comme les fabricants de métaux de première transformation. Par ailleurs, les produits du bois ont diminué pour la troisième année d'affilée.

En raison de l'augmentation de la population, les industries productrices de services ont enregistré des hausses pendant l'année. Les services d'enseignement ont progressé de 3,4 %.

Alberta

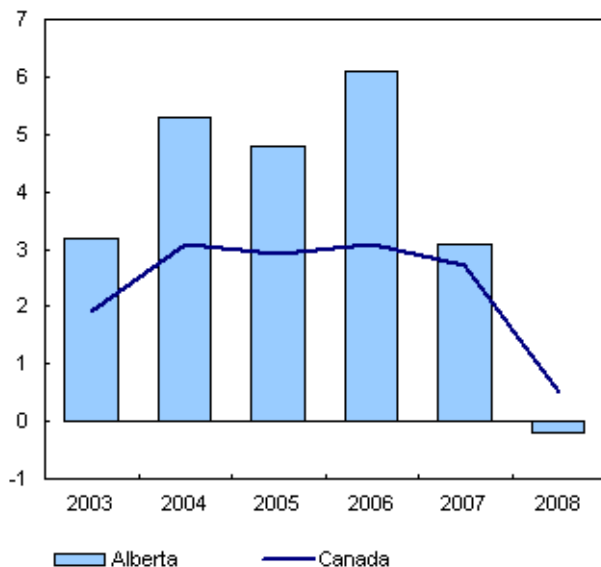
La production recule, mais les revenus demeurent vigoureux

L'économie de l'Alberta a reculé de 0,2 % en 2008.

Le prix élevé des produits de base a stimulé la croissance du revenu en 2008. Les bénéfices des sociétés ont fait un bond de 28 %, les prix globaux des biens et services produits dans la province ayant augmenté de 13 %, la hausse la plus forte depuis 2000. Le revenu des administrations publiques a été alimenté par les revenus tirés des redevances.

Graphique 10 Le PIB de l'Alberta

variation en %, dollars enchaînés (2002)



Le revenu personnel a augmenté de 8,2 %, légèrement moins que les hausses marquées des quatre années précédentes, mais néanmoins à un rythme bien supérieur au taux de croissance national (+4,8 %). La croissance de l'emploi ainsi que de la population ont aussi ralenti, mais elles sont toutefois demeurées les plus élevées au pays. En dépit des hausses, les dépenses personnelles (+2,7 %) ont augmenté à un rythme beaucoup plus lent que les années précédentes. Le ralentissement des dépenses a été particulièrement marqué pour les biens durables. En raison des hausses de revenu et du ralentissement des dépenses, l'épargne personnelle s'établissait à 19 milliards de dollars en 2008, en hausse par rapport aux 14 milliards de dollars enregistrés en 2007.

Le ralentissement des dépenses a également touché l'investissement des entreprises en construction résidentielle, qui a diminué de 11 % en 2008. Les mises en chantier ont connu un recul de 40 %. Toutefois, l'industrie

de la construction a diminué légèrement malgré l'investissement soutenu des administrations publiques en infrastructures. La croissance dans le secteur de la santé, ainsi que dans celui des autres administrations publiques, est demeurée forte.

La production de l'extraction de pétrole et de gaz a diminué de 5,3 % en 2008. L'industrie a réagi au ralentissement économique en réduisant sa production. Les activités de forage ont diminué légèrement, après une baisse marquée l'année précédente.

Les exportations ont chuté de 1,5 %, la première baisse dans la province depuis 1986. Les livraisons de gaz naturel ont été particulièrement durement touchées. La croissance de commerce de gros, qui a reflété le ralentissement de l'activité économique, a continué de se faire à un rythme plus lent (+3,6 %) mais néanmoins très supérieur au taux national (+0,1 %).

L'activité du secteur de la fabrication a diminué en 2008, la première baisse dans la province depuis 2003. Dans l'ensemble, la faiblesse a été généralisée, 16 des 21 sous-groupes ayant affiché des résultats négatifs. La fabrication liée au secteur pétrolier a souffert, les producteurs de produits chimiques et les raffineries de pétrole ayant réduit leur production. Les fabricants de produits du bois ont continué d'être touchés par le recul du marché du logement aux États-Unis, plusieurs scieries ayant fermé leurs portes. Les fabricants de tuyaux et de tubes en acier, ainsi que les fabricants de pompes et de compresseurs, ont résisté à la tendance globale et ont enregistré de fortes hausses.

La production agricole a aussi alimenté l'économie, une bonne récolte et des prix élevés ayant contribué à rehausser les revenus agricoles.

Dans l'ensemble, les industries de services ont continué de progresser en 2008, mais à un rythme plus lent qu'en 2007. Par contre, la production du transport, et particulièrement celle du transport par pipeline, ainsi que les arts, loisirs et spectacles, ont diminué.

Colombie-Britannique

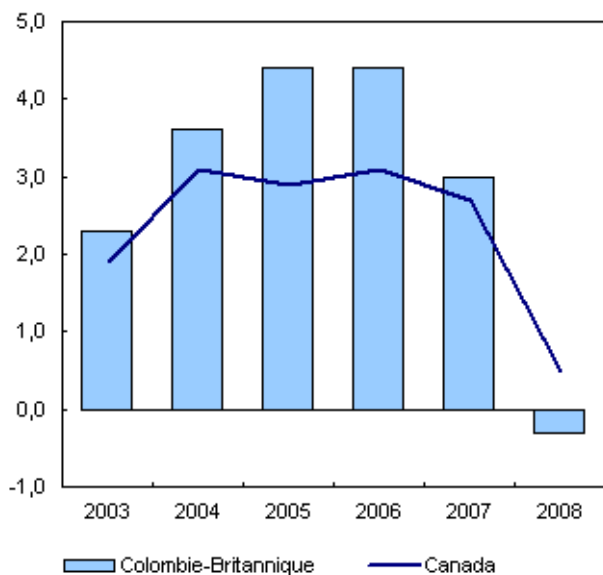
La baisse dans le secteur forestier contribue au repli économique

L'économie de la Colombie-Britannique a connu une légère baisse de 0,3 % en 2008, après avoir progressé de 3,0 % en 2007. L'économie nationale a connu une croissance de 0,5 % en 2008.

Les effets d'une baisse marquée de la production du secteur forestier (-18 %) se sont fait sentir dans l'ensemble de l'économie. La baisse a été déclenchée par le ralentissement de la construction de logements aux États-Unis, combiné à la vigueur du dollar canadien au cours de la première moitié de 2008. La fabrication liée au secteur forestier, y compris les scieries et la fabrication de papier, a affiché des baisses marquées. L'industrie du commerce de gros, qui a été touchée par ces baisses, a reculé, tandis que les services de transport et d'entreposage sont demeurés stables. Avec le ralentissement économique, la demande d'énergie a aussi été touchée. La production des services publics a connu un recul de 4,0 %.

Graphique 11 Le PIB de la Colombie-Britannique

variation en %, dollars enchaînés (2002)



Les exportations ont diminué de 6,8 %, après une faible baisse l'année précédente. Le repli de 2008 est largement attribuable à la baisse des produits du bois d'œuvre.

La production du secteur minier a diminué, l'extraction de pétrole et de gaz et de l'extraction de minerai métallique étant en baisse. Toutefois, en raison de la vigueur des prix, particulièrement pour les produits de base comme le charbon et le gaz naturel, les revenus sont demeurés

élevés. Cela a contribué à contrebalancer les diminutions dans le secteur forestier, et les bénéfices des sociétés ont enregistré une faible hausse en 2008.

Après un recul en 2007, la construction a augmenté à nouveau en 2008. L'investissement des entreprises en construction non résidentielle a repris, grâce à des projets liés à l'extraction de pétrole et de gaz et à la production d'électricité. Les dépenses en immobilisations des administrations publiques ont augmenté de 0,3 %, après une hausse cumulative de 80 % au cours des six années précédentes. Les mises en chantier ont diminué, ce qui a affaibli la construction de logements. L'investissement en construction résidentielle a diminué de 4,1 %.

La croissance des dépenses personnelles a été moins forte en 2008 et s'est établie à 2,8 %. Il s'agit de la croissance la plus faible depuis 2001. Les achats de biens durables ont diminué, les ventes de véhicules automobiles et de camions ayant baissé.

La situation du marché du travail est demeurée solide. Le revenu du travail a augmenté de 5,6 %. Ce rythme est bien supérieur au taux de croissance national, mais inférieur à la moyenne pour la Colombie-Britannique au cours des cinq années précédentes. L'emploi a progressé de 2,1 %, tandis que le taux de chômage a connu une hausse légère, s'établissant à 4,6 %.

Le ralentissement économique a aussi touché les industries de services. Seules la santé et les administrations publiques ont connu une croissance plus forte qu'en 2007, profitant des dépenses des administrations publiques en biens et services, qui ont progressé à un rythme semblable à celui de l'année précédente.

Yukon

L'extraction de minerai métallique soutient l'économie

L'économie du Yukon a progressé de 5,2 % en 2008, un taux supérieur à celui de l'année précédente et bien au-dessus de celui de l'économie nationale.

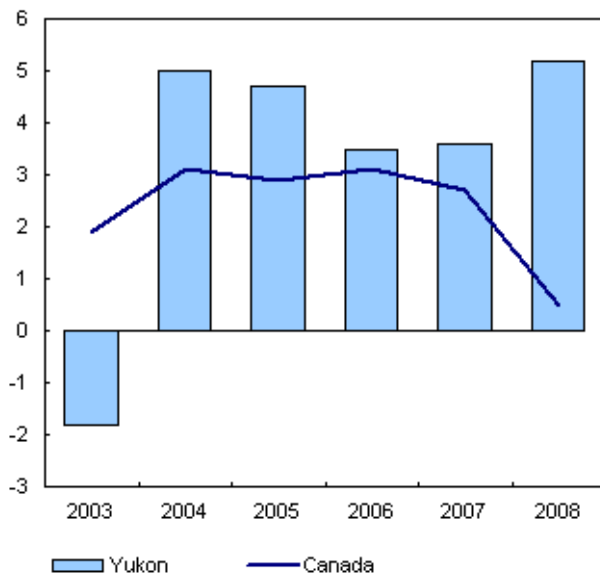
Une année complète de production d'une nouvelle mine de cuivre et d'or a entraîné un bond des livraisons de minerai métallique. Du fait de cette activité accrue, l'industrie du transport et de l'entreposage a progressé. Les exportations ont aussi augmenté grâce à cette nouvelle production, de 23 %, les exportations des biens vers d'autres pays ayant bondi de 84 %. Cela a eu pour résultat de faire augmenter les bénéfices des sociétés. Les activités de soutien à l'extraction minière, y compris l'exploration, ont diminué de 8,3 %.

Les dépenses personnelles ont connu une hausse de 4,2 %, inférieure au rythme établi en 2007. La population a augmenté de 1,7 %, ce qui a stimulé la demande. Le revenu du travail a progressé de 6,2 %, soit à un rythme inférieur à celui des deux années précédentes. L'épargne personnelle a connu une hausse légère, les impôts et les dépenses ayant progressé à un rythme similaire à celui du revenu. Les prix à la consommation ont augmenté plus rapidement qu'en 2007, en raison principalement des prix des importations, qui ont progressé de 5,1 %.

Les services ont augmenté à un rythme plus rapide en 2008 que l'année précédente. Les administrations publiques, qui représentent environ un cinquième de la production totale de l'économie du Yukon, ont connu une croissance de 0,7 %. Les soins de santé et le secteur financier ont affiché des augmentations plus fortes qu'en 2007.

Graphique 12 Le PIB du Yukon

variation en %, dollars enchaînés (2002)



Du fait de l'achèvement de la nouvelle mine en 2007, l'activité de construction a diminué en 2008. L'investissement en construction non résidentielle a connu une baisse de 37 %, qui faisait suite à une hausse de 32 % l'année précédente. La construction d'ouvrages de génie pour la production d'électricité a fait un bond, du fait de l'achèvement partiel d'une nouvelle ligne de transport. L'investissement des administrations publiques en construction non résidentielle a progressé de 23 %. L'investissement en construction résidentielle a diminué pour une troisième année d'affilée.

Territoires du Nord-Ouest

La production de diamants est en baisse, alors que le revenu demeure élevé

L'économie des Territoires du Nord-Ouest a connu un recul de 6,5 % en 2008.

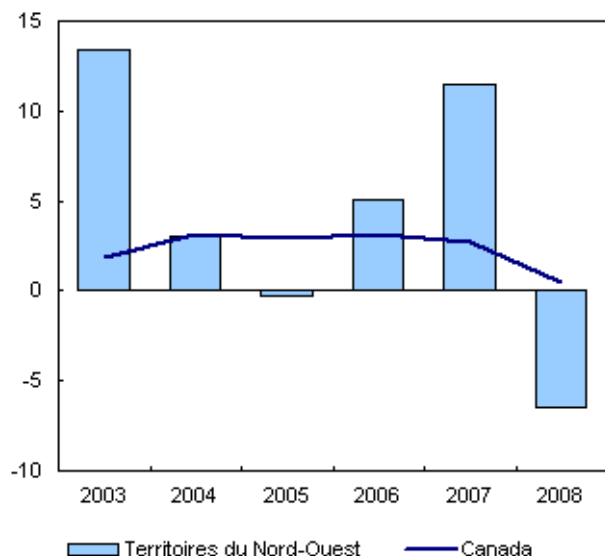
La production des mines de diamants a diminué en 2008, par suite du recul de la demande mondiale. L'extraction de pétrole et de gaz a aussi connu une baisse. Le volume des exportations a diminué de 11 %. Toutefois, des diamants de valeur plus élevée ont poussé le prix moyen des diamants en hausse considérablement par rapport à l'année précédente, ce qui a entraîné une augmentation des revenus. Les bénéfices des sociétés ont fait un bond de 30 %, après une croissance à deux chiffres en 2007. Les prix de tous les biens et services produits dans les Territoires du Nord-Ouest étaient en hausse de 21 %, les prix des exportations ayant progressé de 32 %.

Le revenu personnel a progressé de 5,2 %, la hausse la plus faible depuis 2003. Les dépenses de consommation ont aussi progressé de 2,3 %, ce qui est de beaucoup inférieur au rythme établi l'année précédente.

L'industrie des administrations publiques a enregistré une croissance plus forte en 2008 que l'année précédente. Dans l'ensemble, les services ont augmenté moins rapidement en 2008.

Graphique 13 Le PIB des Territoires du Nord-Ouest

variation en %, dollars enchaînés (2002)



Du fait de l'achèvement de la mine Snap Lake, la croissance dans le secteur de la construction a connu un ralentissement par rapport aux années précédentes. L'investissement des entreprises en construction non résidentielle a augmenté de 0,3 %. Cela faisait suite à quatre années de croissance à deux chiffres. Les administrations publiques ont réduit leurs dépenses en infrastructures, ce qui a contribué davantage à ralentir l'activité dans le secteur de la construction. L'investissement en construction résidentielle a aussi diminué. Une baisse de la population a entraîné une diminution de la demande de nouveaux logements.

Nunavut

L'économie poursuit sa forte croissance

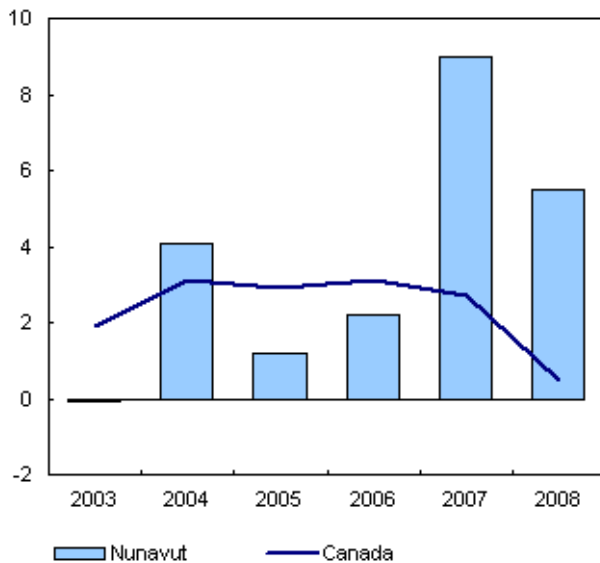
L'économie du Nunavut a progressé de 5,5 % en 2008, un taux moins élevé que la hausse de 9,0 % enregistrée en 2007, mais supérieur à celui de 2,2 % enregistré en 2006.

La construction de la mine d'or Meadowbank s'est poursuivie en 2008 et a stimulé l'activité économique. L'investissement des entreprises en construction non résidentielle a connu une hausse de 52 %, tandis que l'investissement en machines et matériel a monté en flèche, soit de 76 %. Les importations ont connu une hausse de 17 %, ce qui rend compte de ces achats.

Les administrations publiques, un secteur important de l'économie, ont reculé en 2008. Toutefois, les soins de santé et les services d'enseignement ont tous deux connu des hausses.

Graphique 14 Le PIB du Nunavut

variation en %, dollars enchaînés (2002)



L'investissement des administrations publiques en construction non résidentielle a diminué en 2008, après deux années de hausses marquées.

Le revenu du travail a augmenté de 3,3 %, la hausse la plus faible enregistrée depuis la constitution du territoire en 1999. Les dépenses de consommation ont aussi ralenti, bien qu'à 4,9 % la hausse était tout de même supérieure à la moyenne des cinq années précédentes.

Le secteur minier a connu un recul en 2008, les livraisons de la mine de diamants Jericho ayant diminué de façon marquée. Les exportations, quant à elles, ont connu une baisse de 15 %.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Canada[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	593 307	621 003	657 249	695 093	743 313	788 357	827 029
	4,1	4,7	5,8	5,8	6,9	6,1	4,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	135 229	144 501	168 219	185 895	196 719	203 231	216 184
	6,4	6,9	16,4	10,5	5,8	3,3	6,4
Intérêts et revenus divers de placements	58 354	62 593	66 835	76 570	81 059	87 054	95 396
	-7,9	7,3	6,8	14,6	5,9	7,4	9,6
Revenu net des entreprises individuelles	75 393	78 620	84 210	85 053	86 386	90 473	97 536
	6,9	4,3	7,1	1,0	1,6	4,7	7,8
Impôts moins subventions	138 055	140 452	148 822	155 467	160 840	167 349	166 564
	7,4	1,7	6,0	4,5	3,5	4,0	-0,5
Revenu personnel disponible	694 010	720 855	760 462	793 778	849 590	898 388	952 422
	3,7	3,9	5,5	4,4	7,0	5,7	6,0
Taux d'épargne personnelle[2]	3,5	2,6	3,2	2,0	3,1	2,7	3,7

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	655 722	675 443	697 566	723 181	754 179	788 224	811 690
	3,6	3,0	3,3	3,7	4,3	4,5	3,0
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	224 428	231 494	236 138	239 768	248 777	257 961	266 631
	2,5	3,1	2,0	1,5	3,8	3,7	3,4
Formation brute de capital fixe	225 174	239 145	257 712	281 393	301 263	313 075	315 471
	1,6	6,2	7,8	9,2	7,1	3,9	0,8
Investissement en stocks	-2 719	5 786	7 723	12 830	10 723	13 195	10 283

Exportations de biens et services	479 185	468 359	491 675	500 347	503 322	508 362	484 371
	1,2	-2,3	5,0	1,8	0,6	1,0	-4,7
Importations de biens et services	428 301	446 014	481 854	516 056	539 784	569 420	573 724
	1,7	4,1	8,0	7,1	4,6	5,5	0,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 152 905	1 174 592	1 211 239	1 246 064	1 284 819	1 319 681	1 325 718
	2,9	1,9	3,1	2,9	3,1	2,7	0,5
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	346 175	350 817	360 281	368 147	372 320	374 126	363 625
	1,9	1,3	2,7	2,2	1,1	0,5	-2,8
Industries productrices de services	722 590	740 591	764 791	787 730	818 097	846 591	864 488
	3,1	2,5	3,3	3,0	3,9	3,5	2,1
Production industrielle	265 106	265 589	269 590	273 833	274 307	274 908	263 508
	2,1	0,2	1,5	1,6	0,2	0,2	-4,1
Fabrication de biens non durables	76 612	76 003	75 534	75 607	73 801	72 507	69 908
	1,7	-0,8	-0,6	0,1	-2,4	-1,8	-3,6
Fabrication de biens durables	106 124	105 346	109 362	112 360	113 534	113 149	105 931
	0,3	-0,7	3,8	2,7	1,0	-0,3	-6,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 293	25 478	27 669	28 214	27 648	26 478	25 965
	-5,6	9,4	8,6	2,0	-2,0	-4,2	-1,9
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	53 488	54 979	55 672	55 796	56 699	57 288	55 311
	4,4	2,8	1,3	0,2	1,6	1,0	-3,5
Construction	57 775	59 871	63 453	66 611	70 805	72 890	74 570
	4,0	3,6	6,0	5,0	6,3	2,9	2,3
Fabrication	182 736	181 349	184 814	187 806	187 041	185 311	175 617
	0,9	-0,8	1,9	1,6	-0,4	-0,9	-5,2
Commerce de gros	55 226	57 767	59 990	63 159	66 622	70 256	70 360
	3,3	4,6	3,8	5,3	5,5	5,5	0,1
Commerce de détail	58 483	60 515	62 666	64 535	68 420	72 391	74 557
	5,9	3,5	3,6	3,0	6,0	5,8	3,0
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	202 959	207 544	215 074	222 475	231 381	240 536	247 017
	3,1	2,3	3,6	3,4	4,0	4,0	2,7
Services d'enseignement	51 593	52 566	53 764	55 561	57 108	58 863	60 525
	1,8	1,9	2,3	3,3	2,8	3,1	2,8
Soins de santé et assistance sociale	68 142	70 324	71 589	72 826	74 940	77 035	79 262
	1,4	3,2	1,8	1,7	2,9	2,8	2,9
Administrations publiques	61 523	63 314	64 085	64 548	66 134	67 463	69 438
	3,0	2,9	1,2	0,7	2,5	2,0	2,9

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Terre-Neuve-et-Labrador[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	6 921	7 388	7 680	7 921	10 174	9 680	9 258
	4,0	6,7	4,0	3,1	28,4	-4,9	-4,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	3 740	4 516	5 224	7 197	8 380	10 886	11 447
	85,2	20,7	15,7	37,8	16,4	29,9	5,2
Intérêts et revenus divers de placements	759	777	871	965	1 350	2 408	3 877
	-3,1	2,4	12,1	10,8	39,9	78,4	61,0
Revenu net des entreprises individuelles	965	1 019	1 065	1 000	987	1 035	1 087
	4,0	5,6	4,5	-6,1	-1,3	4,9	5,0
Impôts moins subventions	1 807	1 926	1 987	2 054	2 043	2 127	2 116
	6,9	6,6	3,2	3,4	-0,5	4,1	-0,5
Revenu personnel disponible	9 381	9 773	10 064	10 352	12 931	12 644	12 450
	2,9	4,2	3,0	2,9	24,9	-2,2	-1,5
Taux d'épargne personnelle[2]	-0,1	-0,8	-0,9	-1,8	15,2	8,2	1,0

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	9 145	9 435	9 564	9 699	9 910	10 359	10 835
	2,9	3,2	1,4	1,4	2,2	4,5	4,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	4 421	4 555	4 591	4 599	4 761	4 852	5 066
	2,1	3,0	0,8	0,2	3,5	1,9	4,4
Formation brute de capital fixe	3 509	3 731	4 164	4 495	4 198	3 860	3 780
	0,3	6,3	11,6	7,9	-6,6	-8,1	-2,1
Investissement en stocks	-120	91	111	122	112	173	59

Exportations de biens et services	10 084	11 043	10 803	10 788	11 480	12 998	12 978
	32,4	9,5	-2,2	-0,1	6,4	13,2	-0,2
Importations de biens et services	10 577	11 434	12 060	12 140	12 491	12 744	13 212
	3,2	8,1	5,5	0,7	2,9	2,0	3,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	16 457	17 419	17 209	17 531	18 058	19 696	19 680
	15,6	5,8	-1,2	1,9	3,0	9,1	-0,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	6 316	7 058	6 866	6 898	7 171	8 293	8 096
	49,1	11,7	-2,7	0,5	4,0	15,6	-2,4
Industries productrices de services	8 660	8 866	8 904	9 145	9 271	9 487	9 804
	3,8	2,4	0,4	2,7	1,4	2,3	3,3
Production industrielle	5 268	5 999	5 716	5 785	6 054	7 162	6 948
	63,9	13,9	-4,7	1,2	4,6	18,3	-3,0
Fabrication de biens non durables	616	665	682	640	632	647	722
	13,4	8,0	2,6	-6,2	-1,3	2,4	11,6
Fabrication de biens durables	171	243	200	220	182	192	180
	-28,8	42,1	-17,7	10,0	-17,3	5,5	-6,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	367	391	430	345	352	358	391
	1,4	6,5	10,0	-19,8	2,0	1,7	9,2
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	3 983	4 606	4 357	4 389	4 653	5 636	5 414
	92,0	15,6	-5,4	0,7	6,0	21,1	-3,9
Construction	681	666	731	764	746	680	697
	0,0	-2,2	9,8	4,5	-2,4	-8,8	2,5
Fabrication	786	911	880	862	814	839	900
	1,3	15,9	-3,4	-2,0	-5,6	3,1	7,3
Commerce de gros	435	452	469	491	498	526	547
	1,6	3,9	3,8	4,7	1,4	5,6	4,0
Commerce de détail	795	819	837	864	874	928	986
	5,4	3,0	2,2	3,2	1,2	6,2	6,3
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	1 891	1 946	1 949	2 030	2 087	2 132	2 210
	1,9	2,9	0,2	4,2	2,8	2,2	3,7
Services d'enseignement	922	938	946	947	951	951	984
	3,6	1,7	0,9	0,1	0,4	0,0	3,5
Soins de santé et assistance sociale	1 246	1 286	1 266	1 283	1 304	1 322	1 373
	2,9	3,2	-1,6	1,3	1,6	1,4	3,9
Administrations publiques	1 251	1 271	1 260	1 265	1 272	1 294	1 325
	2,5	1,6	-0,9	0,4	0,6	1,7	2,4

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Île-du-Prince-Édouard[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 904	2 009	2 113	2 176	2 270	2 391	2 484
	5,1	5,5	5,2	3,0	4,3	5,3	3,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	388	354	356	405	427	452	468
	5,4	-8,8	0,6	13,8	5,4	5,9	3,5
Intérêts et revenus divers de placements	125	122	142	153	158	181	174
	-16,7	-2,4	16,4	7,7	3,3	14,6	-3,9
Revenu net des entreprises individuelles	363	327	355	336	355	342	345
	36,5	-9,9	8,6	-5,4	5,7	-3,7	0,9
Impôts moins subventions	453	473	483	520	544	555	564
	18,9	4,4	2,1	7,7	4,6	2,0	1,6
Revenu personnel disponible	2 606	2 635	2 724	2 822	2 973	3 113	3 243
	5,6	1,1	3,4	3,6	5,4	4,7	4,2
Taux d'épargne personnelle[2]	0,8	-3,1	-4,2	-5,5	-5,2	-6,8	-8,6

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2 505	2 574	2 633	2 688	2 762	2 885	2 970
	3,4	2,8	2,3	2,1	2,8	4,5	2,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	1 182	1 229	1 232	1 257	1 288	1 313	1 357
	1,7	4,0	0,2	2,0	2,5	1,9	3,4
Formation brute de capital fixe	697	726	759	778	841	968	945
	3,7	4,2	4,5	2,5	8,1	15,1	-2,4
Investissement en stocks	34	17	-15	-14	41	-14	-26

Exportations de biens et services	2 008	2 074	2 175	2 239	2 271	2 389	2 318
	0,3	3,3	4,9	2,9	1,4	5,2	-3,0
Importations de biens et services	2 732	2 842	2 901	2 990	3 163	3 374	3 343
	3,3	4,0	2,1	3,1	5,8	6,7	-0,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	3 701	3 778	3 877	3 955	4 051	4 149	4 187
	4,8	2,1	2,6	2,0	2,4	2,4	0,9
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	900	910	941	962	987	1 012	998
	9,5	1,1	3,4	2,2	2,6	2,5	-1,4
Industries productrices de services	2 440	2 499	2 572	2 628	2 684	2 749	2 803
	3,3	2,4	2,9	2,2	2,1	2,4	2,0
Production industrielle	411	428	448	477	476	499	490
	-1,0	4,1	4,7	6,5	-0,2	4,8	-1,8
Fabrication de biens non durables	274	275	266	283	278	318	309
	-2,1	0,4	-3,3	6,4	-1,8	14,4	-2,8
Fabrication de biens durables	99	116	144	149	153	134	134
	7,6	17,2	24,1	3,5	2,7	-12,4	0,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	326	319	321	319	328	324	319
	33,6	-2,1	0,6	-0,6	2,8	-1,2	-1,5
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	3	3	0	0	0	0	0
	0,0	0,0
Construction	163	162	168	161	177	181	181
	2,5	-0,6	3,7	-4,2	9,9	2,3	0,0
Fabrication	373	393	410	432	431	454	443
	-0,8	5,4	4,3	5,4	-0,2	5,3	-2,4
Commerce de gros	103	102	104	104	106	108	106
	-1,0	-1,0	2,0	0,0	1,9	1,9	-1,9
Commerce de détail	231	235	243	247	256	267	275
	2,2	1,7	3,4	1,6	3,6	4,3	3,0
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	599	609	631	647	663	683	692
	4,4	1,7	3,6	2,5	2,5	3,0	1,3
Services d'enseignement	218	224	234	241	243	249	256
	2,8	2,8	4,5	3,0	0,8	2,5	2,8
Soins de santé et assistance sociale	302	318	328	338	342	347	351
	3,1	5,3	3,1	3,0	1,2	1,5	1,2
Administrations publiques	445	450	448	453	461	469	482
	1,8	1,1	-0,4	1,1	1,8	1,7	2,8

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouvelle-Écosse[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	14 364	14 971	15 556	16 384	16 912	17 604	18 411
	5,6	4,2	3,9	5,3	3,2	4,1	4,6
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 420	2 796	3 093	3 314	2 831	2 881	3 110
	-0,5	15,5	10,6	7,1	-14,6	1,8	7,9
Intérêts et revenus divers de placements	1 200	1 307	1 197	1 291	1 444	1 740	1 787
	-6,8	8,9	-8,4	7,9	11,9	20,5	2,7
Revenu net des entreprises individuelles	2 012	2 109	2 170	2 188	2 200	2 227	2 275
	6,0	4,8	2,9	0,8	0,5	1,2	2,2
Impôts moins subventions	3 449	3 694	3 788	3 926	3 934	3 968	3 952
	8,7	7,1	2,5	3,6	0,2	0,9	-0,4
Revenu personnel disponible	18 674	19 202	20 086	21 000	21 867	22 765	23 837
	3,0	2,8	4,6	4,6	4,1	4,1	4,7
Taux d'épargne personnelle[2]	0,4	-1,7	-1,3	-1,4	-1,7	-2,3	-3,0

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	18 086	18 537	18 932	19 279	19 757	20 328	20 949
	3,7	2,5	2,1	1,8	2,5	2,9	3,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	8 178	8 278	8 436	8 734	9 087	9 300	9 650
	1,9	1,2	1,9	3,5	4,0	2,3	3,8
Formation brute de capital fixe	5 781	5 815	5 728	5 914	6 177	6 035	5 889
	7,2	0,6	-1,5	3,2	4,4	-2,3	-2,4
Investissement en stocks	-71	185	136	162	165	199	64

Exportations de biens et services	13 330	13 458	13 844	13 604	13 287	13 508	13 612
	6,0	1,0	2,9	-1,7	-2,3	1,7	0,8
Importations de biens et services	18 246	18 817	19 417	19 699	20 179	20 587	20 864
	4,4	3,1	3,2	1,5	2,4	2,0	1,3
Produit intérieur brut aux prix du marché	27 082	27 464	27 710	28 069	28 328	28 803	29 380
	4,0	1,4	0,9	1,3	0,9	1,7	2,0
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	6 380	6 427	6 490	6 527	6 290	6 475	6 590
	6,4	0,7	1,0	0,6	-3,6	2,9	1,8
Industries productrices de services	18 132	18 531	18 816	19 168	19 718	20 075	20 545
	3,8	2,2	1,5	1,9	2,9	1,8	2,3
Production industrielle	4 228	4 155	4 207	4 260	4 030	4 236	4 255
	9,7	-1,7	1,3	1,3	-5,4	5,1	0,4
Fabrication de biens non durables	1 630	1 720	1 779	1 783	1 632	1 761	1 687
	5,5	5,5	3,4	0,2	-8,5	7,9	-4,2
Fabrication de biens durables	1 032	910	1 072	1 080	1 157	1 141	1 203
	18,9	-11,8	17,8	0,7	7,1	-1,4	5,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	766	800	740	735	675	680	684
	1,5	4,4	-7,5	-0,7	-8,2	0,7	0,6
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	942	894	795	826	754	799	836
	8,9	-5,1	-11,1	3,9	-8,7	6,0	4,6
Construction	1 385	1 483	1 547	1 532	1 596	1 562	1 656
	-0,6	7,1	4,3	-1,0	4,2	-2,1	6,0
Fabrication	2 662	2 629	2 847	2 859	2 767	2 892	2 866
	9,8	-1,2	8,3	0,4	-3,2	4,5	-0,9
Commerce de gros	1 112	1 113	1 123	1 125	1 115	1 151	1 169
	4,6	0,1	0,9	0,2	-0,9	3,2	1,6
Commerce de détail	1 616	1 652	1 660	1 681	1 762	1 814	1 867
	3,8	2,2	0,5	1,3	4,8	3,0	2,9
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	4 748	4 903	5 028	5 152	5 349	5 506	5 662
	3,1	3,3	2,5	2,5	3,8	2,9	2,8
Services d'enseignement	1 429	1 422	1 450	1 513	1 561	1 577	1 613
	1,4	-0,5	2,0	4,3	3,2	1,0	2,3
Soins de santé et assistance sociale	2 047	2 071	2 101	2 152	2 243	2 273	2 329
	4,8	1,2	1,4	2,4	4,2	1,3	2,5
Administrations publiques	2 600	2 689	2 688	2 738	2 773	2 787	2 846
	2,4	3,4	-0,0	1,9	1,3	0,5	2,1

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouveau-Brunswick[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	11 115	11 740	12 354	12 819	13 329	13 977	14 603
	4,3	5,6	5,2	3,8	4,0	4,9	4,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 832	1 933	2 566	2 892	3 200	3 289	2 824
	-3,8	5,5	32,7	12,7	10,7	2,8	-14,1
Intérêts et revenus divers de placements	1 167	1 243	1 218	1 303	1 391	1 458	1 430
	-11,6	6,5	-2,0	7,0	6,8	4,8	-1,9
Revenu net des entreprises individuelles	1 369	1 356	1 466	1 460	1 499	1 501	1 567
	1,9	-0,9	8,1	-0,4	2,7	0,1	4,4
Impôts moins subventions	2 779	2 960	3 002	3 067	3 127	3 172	3 165
	8,3	6,5	1,4	2,2	2,0	1,4	-0,2
Revenu personnel disponible	14 480	15 027	15 803	16 312	16 978	17 756	18 586
	2,2	3,8	5,2	3,2	4,1	4,6	4,7
Taux d'épargne personnelle[2]	3,1	3,1	4,0	3,0	2,2	1,1	0,8

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	13 658	13 895	14 212	14 526	14 995	15 613	16 139
	3,0	1,7	2,3	2,2	3,2	4,1	3,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	5 717	5 811	5 907	6 099	6 319	6 431	6 662
	1,7	1,6	1,7	3,3	3,6	1,8	3,6
Formation brute de capital fixe	3 746	4 159	4 444	4 684	5 508	5 842	6 055
	1,5	11,0	6,9	5,4	17,6	6,1	3,6
Investissement en stocks	110	130	138	171	177	215	34

Exportations de biens et services	16 165	16 736	17 197	17 718	17 248	17 517	17 034
	3,6	3,5	2,8	3,0	-2,7	1,6	-2,8
Importations de biens et services	18 228	18 966	19 535	20 483	20 885	21 814	22 028
	1,5	4,0	3,0	4,9	2,0	4,4	1,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	21 169	21 765	22 366	22 727	23 280	23 669	23 665
	4,5	2,8	2,8	1,6	2,4	1,7	-0,0
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	5 626	5 818	5 784	5 670	5 938	5 988	5 743
	6,1	3,4	-0,6	-2,0	4,7	0,8	-4,1
Industries productrices de services	13 489	13 790	14 409	14 838	15 098	15 387	15 686
	3,3	2,2	4,5	3,0	1,8	1,9	1,9
Production industrielle	3 710	3 829	3 830	3 727	3 683	3 660	3 481
	7,3	3,2	0,0	-2,7	-1,2	-0,6	-4,9
Fabrication de biens non durables	1 787	1 878	1 896	1 784	1 729	1 754	1 633
	12,8	5,1	1,0	-5,9	-3,1	1,4	-6,9
Fabrication de biens durables	1 046	1 048	1 036	957	996	929	881
	9,4	0,2	-1,1	-7,6	4,1	-6,7	-5,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	845	762	837	788	869	820	702
	8,8	-9,8	9,8	-5,9	10,3	-5,6	-14,4
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	212	202	201	199	214	204	215
	-19,4	-4,7	-0,5	-1,0	7,5	-4,7	5,4
Construction	1 071	1 223	1 123	1 157	1 414	1 535	1 574
	0,5	14,2	-8,2	3,0	22,2	8,6	2,5
Fabrication	2 833	2 930	2 936	2 747	2 725	2 692	2 520
	10,9	3,4	0,2	-6,4	-0,8	-1,2	-6,4
Commerce de gros	867	936	1 170	1 315	1 201	1 184	1 153
	5,1	8,0	25,0	12,4	-8,7	-1,4	-2,6
Commerce de détail	1 198	1 235	1 284	1 323	1 393	1 456	1 516
	2,0	3,1	4,0	3,0	5,3	4,5	4,1
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	3 161	3 282	3 429	3 592	3 709	3 813	3 917
	1,6	3,8	4,5	4,8	3,3	2,8	2,7
Services d'enseignement	1 044	1 043	1 067	1 087	1 105	1 122	1 144
	1,3	-0,1	2,3	1,9	1,7	1,5	2,0
Soins de santé et assistance sociale	1 495	1 523	1 571	1 581	1 615	1 646	1 693
	1,4	1,9	3,2	0,6	2,2	1,9	2,9
Administrations publiques	1 859	1 912	1 931	1 956	1 999	2 034	2 082
	2,7	2,9	1,0	1,3	2,2	1,8	2,4

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Québec[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	127 620	134 372	139 815	144 774	149 948	158 180	162 937
	4,6	5,3	4,1	3,5	3,6	5,5	3,0
Bénéfices des sociétés avant impôts	23 182	21 564	24 935	24 421	27 009	27 870	27 070
	2,9	-7,0	15,6	-2,1	10,6	3,2	-2,9
Intérêts et revenus divers de placements	13 675	14 054	14 794	16 144	17 448	19 894	21 009
	-1,5	2,8	5,3	9,1	8,1	14,0	5,6
Revenu net des entreprises individuelles	14 280	15 030	16 245	16 380	16 739	17 373	18 129
	4,5	5,3	8,1	0,8	2,2	3,8	4,4
Impôts moins subventions	32 231	32 966	34 692	35 714	35 448	36 201	36 029
	6,9	2,3	5,2	2,9	-0,7	2,1	-0,5
Revenu personnel disponible	151 871	158 823	165 791	171 108	178 224	188 320	197 588
	4,4	4,6	4,4	3,2	4,2	5,7	4,9
Taux d'épargne personnelle[2]	4,0	3,9	3,8	2,2	1,9	2,0	2,1

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	143 093	147 513	151 587	155 871	160 809	167 738	172 890
	3,3	3,1	2,8	2,8	3,2	4,3	3,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	52 800	54 586	55 146	55 235	56 876	58 671	60 267
	2,1	3,4	1,0	0,2	3,0	3,2	2,7
Formation brute de capital fixe	42 954	46 156	51 548	52 081	53 491	57 650	60 432
	6,8	7,5	11,7	1,0	2,7	7,8	4,8
Investissement en stocks	-1 267	-84	780	3 238	1 745	2 123	672

Exportations de biens et services	141 507	137 938	140 070	143 225	145 404	146 321	142 699
	0,3	-2,5	1,5	2,3	1,5	0,6	-2,5
Importations de biens et services	137 307	141 833	148 464	155 254	159 357	166 750	169 048
	2,0	3,3	4,7	4,6	2,6	4,6	1,4
Produit intérieur brut aux prix du marché	241 448	244 422	251 028	254 708	259 032	265 888	268 609
	2,4	1,2	2,7	1,5	1,7	2,6	1,0
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	73 549	72 826	74 221	74 695	74 343	75 767	75 618
	1,5	-1,0	1,9	0,6	-0,5	1,9	-0,2
Industries productrices de services	150 300	153 968	158 025	160 769	165 010	169 382	173 202
	3,2	2,4	2,6	1,7	2,6	2,6	2,3
Production industrielle	58 193	56 954	56 766	57 472	57 016	57 495	56 485
	0,4	-2,1	-0,3	1,2	-0,8	0,8	-1,8
Fabrication de biens non durables	22 384	21 724	21 105	20 842	20 433	19 651	18 964
	2,6	-2,9	-2,8	-1,2	-2,0	-3,8	-3,5
Fabrication de biens durables	25 098	24 271	25 393	26 248	26 240	26 985	26 679
	-3,6	-3,3	4,6	3,4	-0,0	2,8	-1,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 173	4 164	4 637	4 671	4 465	4 270	3 949
	-1,6	-0,2	11,4	0,7	-4,4	-4,4	-7,5
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	1 232	1 297	1 079	991	1 014	1 079	1 106
	-2,7	5,3	-16,8	-8,2	2,3	6,4	2,5
Construction	11 183	11 709	12 810	12 554	12 827	13 880	14 845
	9,8	4,7	9,4	-2,0	2,2	8,2	7,0
Fabrication	47 482	45 993	46 487	47 066	46 638	46 558	45 366
	-1,4	-3,1	1,1	1,2	-0,9	-0,2	-2,6
Commerce de gros	11 365	11 835	12 166	12 312	12 663	13 262	13 338
	3,6	4,1	2,8	1,2	2,9	4,7	0,6
Commerce de détail	13 325	13 698	14 087	14 470	15 283	16 017	16 722
	5,9	2,8	2,8	2,7	5,6	4,8	4,4
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	36 513	37 126	38 666	39 544	40 527	41 811	42 803
	3,5	1,7	4,1	2,3	2,5	3,2	2,4
Services d'enseignement	11 788	11 974	12 064	12 073	12 346	12 686	12 983
	1,4	1,6	0,8	0,1	2,3	2,8	2,3
Soins de santé et assistance sociale	16 244	16 791	17 126	17 281	17 584	17 883	18 319
	-0,3	3,4	2,0	0,9	1,8	1,7	2,4
Administrations publiques	14 559	14 752	14 916	14 988	15 328	15 509	15 857
	3,2	1,3	1,1	0,5	2,3	1,2	2,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Ontario[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	251 315	262 261	277 078	289 995	304 518	318 923	332 731
	3,4	4,4	5,6	4,7	5,0	4,7	4,3
Bénéfices des sociétés avant impôts	60 467	58 206	61 576	61 583	65 200	64 914	55 950
	22,5	-3,7	5,8	0,0	5,9	-0,4	-13,8
Intérêts et revenus divers de placements	16 330	17 257	17 852	20 646	21 244	23 430	23 766
	-3,9	5,7	3,4	15,7	2,9	10,3	1,4
Revenu net des entreprises individuelles	32 121	32 773	34 216	34 771	35 268	36 236	37 639
	8,8	2,0	4,4	1,6	1,4	2,7	3,9
Impôts moins subventions	61 227	60 545	64 784	67 192	69 746	71 485	71 101
	3,7	-1,1	7,0	3,7	3,8	2,5	-0,5
Revenu personnel disponible	284 156	293 943	308 383	319 753	339 715	354 844	372 964
	3,5	3,4	4,9	3,7	6,2	4,5	5,1
Taux d'épargne personnelle[2]	4,8	3,7	3,9	2,3	3,5	2,9	3,6

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	264 488	272 672	281 182	290 900	301 190	312 489	320 749
	3,8	3,1	3,1	3,5	3,5	3,8	2,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	81 779	84 960	88 224	89 564	93 094	96 515	99 563
	3,1	3,9	3,8	1,5	3,9	3,7	3,2
Formation brute de capital fixe	83 782	87 940	91 577	97 361	102 672	107 953	105 583
	1,2	5,0	4,1	6,3	5,5	5,1	-2,2
Investissement en stocks	407	28	1 687	2 529	2 814	3 936	2 490

Exportations de biens et services	322 731	322 376	336 418	343 442	345 528	348 466	330 075
	1,5	-0,1	4,4	2,1	0,6	0,9	-5,3
Importations de biens et services	275 265	283 902	302 943	314 702	323 829	336 092	329 297
	2,2	3,1	6,7	3,9	2,9	3,8	-2,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	477 763	484 341	496 780	510 626	524 105	536 340	534 036
	3,1	1,4	2,6	2,8	2,6	2,3	-0,4
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	134 952	135 581	136 258	138 369	136 938	135 852	129 961
	2,1	0,5	0,5	1,5	-1,0	-0,8	-4,3
Industries productrices de services	305 268	311 791	322 313	331 447	343 510	354 101	360 071
	2,7	2,1	3,4	2,8	3,6	3,1	1,7
Production industrielle	107 639	107 457	107 619	108 843	106 222	104 222	98 573
	1,5	-0,2	0,2	1,1	-2,4	-1,9	-5,4
Fabrication de biens non durables	35 056	34 759	34 094	34 039	32 896	32 000	30 857
	1,1	-0,8	-1,9	-0,2	-3,4	-2,7	-3,6
Fabrication de biens durables	60 580	60 816	61 268	62 000	61 091	59 943	54 337
	2,0	0,4	0,7	1,2	-1,5	-1,9	-9,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 955	5 031	5 203	5 457	5 407	5 080	5 128
	0,5	1,5	3,4	4,9	-0,9	-6,0	0,9
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	2 767	2 714	2 794	2 844	2 726	2 582	2 727
	-9,0	-1,9	2,9	1,8	-4,1	-5,3	5,6
Construction	22 358	23 088	23 433	24 108	25 152	26 148	25 625
	5,1	3,3	1,5	2,9	4,3	4,0	-2,0
Fabrication	95 636	95 557	95 292	96 187	94 157	92 173	85 368
	1,9	-0,1	-0,3	0,9	-2,1	-2,1	-7,4
Commerce de gros	24 966	26 251	26 913	28 590	30 034	31 322	30 949
	3,6	5,1	2,5	6,2	5,1	4,3	-1,2
Commerce de détail	23 301	24 243	25 105	25 457	26 498	27 506	28 187
	7,0	4,0	3,6	1,4	4,1	3,8	2,5
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	93 824	95 465	98 432	102 171	106 386	110 660	112 807
	2,3	1,7	3,1	3,8	4,1	4,0	1,9
Services d'enseignement	19 891	20 226	20 877	22 129	22 776	23 452	23 986
	1,8	1,7	3,2	6,0	2,9	3,0	2,3
Soins de santé et assistance sociale	25 778	26 693	27 522	28 162	29 070	29 997	30 621
	1,7	3,5	3,1	2,3	3,2	3,2	2,1
Administrations publiques	22 530	23 564	23 990	24 142	24 876	25 380	26 007
	2,9	4,6	1,8	0,6	3,0	2,0	2,5

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Manitoba[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	18 626	19 421	20 491	21 377	22 603	24 257	25 750
	5,0	4,3	5,5	4,3	5,7	7,3	6,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	3 004	3 236	3 849	4 140	5 566	6 404	6 559
	7,4	7,7	18,9	7,6	34,4	15,1	2,4
Intérêts et revenus divers de placements	2 555	1 987	2 426	2 983	2 907	3 150	3 285
	-15,1	-22,2	22,1	23,0	-2,5	8,4	4,3
Revenu net des entreprises individuelles	2 782	2 790	2 899	2 738	2 896	3 019	3 274
	4,5	0,3	3,9	-5,6	5,8	4,2	8,4
Impôts moins subventions	4 801	4 806	4 890	4 888	5 249	5 663	5 768
	9,1	0,1	1,7	-0,0	7,4	7,9	1,9
Revenu personnel disponible	23 678	24 436	25 733	26 401	27 894	29 816	31 886
	3,1	3,2	5,3	2,6	5,7	6,9	6,9
Taux d'épargne personnelle[2]	3,1	2,9	3,3	0,8	1,5	1,7	2,8

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	22 501	22 856	23 571	24 273	25 063	26 311	27 419
	2,9	1,6	3,1	3,0	3,3	5,0	4,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	8 758	9 128	9 263	9 270	9 429	9 684	9 917
	2,6	4,2	1,5	0,1	1,7	2,7	2,4
Formation brute de capital fixe	6 215	6 411	6 843	7 032	7 858	9 046	10 075
	1,3	3,2	6,7	2,8	11,7	15,1	11,4
Investissement en stocks	34	913	211	88	524	-27	-26

Exportations de biens et services	22 586	22 848	23 822	24 471	25 499	26 426	26 133
	-0,0	1,2	4,3	2,7	4,2	3,6	-1,1
Importations de biens et services	23 540	25 081	25 874	26 401	27 975	29 901	30 888
	2,8	6,5	3,2	2,0	6,0	6,9	3,3
Produit intérieur brut aux prix du marché	36 559	37 059	37 861	38 783	40 344	41 662	42 655
	1,6	1,4	2,2	2,4	4,0	3,3	2,4
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	9 232	9 334	9 391	9 780	10 472	10 813	11 118
	2,1	1,1	0,6	4,1	7,1	3,3	2,8
Industries productrices de services	24 382	24 700	25 204	25 668	26 427	27 360	27 999
	1,9	1,3	2,0	1,8	3,0	3,5	2,3
Production industrielle	6 196	6 134	6 281	6 688	6 975	7 142	7 102
	1,9	-1,0	2,4	6,5	4,3	2,4	-0,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 700	1 855	1 729	1 610	1 800	1 743	1 850
	2,6	9,1	-6,8	-6,9	11,8	-3,2	6,1
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	561	613	599	584	690	665	631
	-9,2	9,3	-2,3	-2,5	18,2	-3,6	-5,1
Construction	1 336	1 350	1 378	1 441	1 685	1 890	2 148
	-2,0	1,0	2,1	4,6	16,9	12,2	13,7
Fabrication	4 346	4 356	4 432	4 586	4 719	4 967	5 011
	4,1	0,2	1,7	3,5	2,9	5,3	0,9
Commerce de gros	1 957	1 923	1 960	2 005	2 133	2 258	2 322
	3,5	-1,7	1,9	2,3	6,4	5,9	2,8
Commerce de détail	2 054	2 135	2 233	2 340	2 448	2 640	2 787
	4,9	3,9	4,6	4,8	4,6	7,8	5,6
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés d'entreprises	6 318	6 402	6 462	6 602	6 828	7 037	7 211
	2,1	1,3	0,9	2,2	3,4	3,1	2,5
Services d'enseignement	1 775	1 807	1 893	1 922	1 939	1 996	2 059
	1,8	1,8	4,8	1,5	0,9	2,9	3,2
Soins de santé et assistance sociale	2 773	2 876	2 952	2 947	3 006	3 087	3 156
	2,7	3,7	2,6	-0,2	2,0	2,7	2,2
Administrations publiques	2 462	2 511	2 523	2 540	2 558	2 629	2 685
	1,7	2,0	0,5	0,7	0,7	2,8	2,1

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Saskatchewan[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	14 617	15 427	16 313	17 235	18 726	20 178	21 874
	4,7	5,5	5,7	5,7	8,7	7,8	8,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	4 804	5 334	7 380	9 345	10 069	11 929	18 833
	8,1	11,0	38,4	26,6	7,7	18,5	57,9
Intérêts et revenus divers de placements	2 582	2 700	3 052	3 117	3 253	3 575	4 521
	0,9	4,6	13,0	2,1	4,4	9,9	26,5
Revenu net des entreprises individuelles	2 111	2 360	2 892	2 417	1 898	2 408	4 334
	5,4	11,8	22,5	-16,4	-21,5	26,9	80,0
Impôts moins subventions	3 616	3 799	4 067	4 588	4 990	5 397	6 037
	-3,3	5,1	7,1	12,8	8,8	8,2	11,9
Revenu personnel disponible	19 049	20 238	21 892	22 116	23 204	25 267	28 733
	3,0	6,2	8,2	1,0	4,9	8,9	13,7
Taux d'épargne personnelle[2]	-4,6	-2,5	1,9	-1,7	-2,5	-2,0	2,6

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	19 480	19 885	20 230	20 812	21 636	23 011	24 279
	2,6	2,1	1,7	2,9	4,0	6,4	5,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	7 506	7 634	7 812	8 002	8 329	8 522	8 783
	2,4	1,7	2,3	2,4	4,1	2,3	3,1
Formation brute de capital fixe	6 987	7 585	7 625	8 880	10 043	9 961	11 175
	-5,6	8,6	0,5	16,5	13,1	-0,8	12,2
Investissement en stocks	-474	1 491	1 290	1 627	471	882	1 760

Exportations de biens et services	23 954	23 692	25 931	26 541	26 627	27 377	27 436
	-2,7	-1,1	9,5	2,4	0,3	2,8	0,2
Importations de biens et services	23 120	24 254	25 061	26 705	28 395	30 050	31 626
	0,8	4,9	3,3	6,6	6,3	5,8	5,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	34 343	35 921	37 741	38 970	38 860	39 834	41 578
	-0,4	4,6	5,1	3,3	-0,3	2,5	4,4
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	12 978	14 325	15 390	15 897	15 143	15 212	16 009
	-6,3	10,4	7,4	3,3	-4,7	0,5	5,2
Industries productrices de services	19 754	20 126	20 682	21 196	21 902	22 964	23 878
	2,5	1,9	2,8	2,5	3,3	4,8	4,0
Production industrielle	8 752	9 342	9 743	9 685	9 007	9 187	9 309
	-3,4	6,7	4,3	-0,6	-7,0	2,0	1,3
Fabrication de biens non durables	1 198	1 245	1 334	1 395	1 345	1 370	1 394
	-10,8	3,9	7,1	4,6	-3,6	1,9	1,8
Fabrication de biens durables	1 083	1 054	1 305	1 421	1 465	1 464	1 594
	-4,1	-2,7	23,8	8,9	3,1	-0,1	8,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	2 593	3 158	3 820	4 224	3 942	3 790	4 407
	-17,7	21,8	21,0	10,6	-6,7	-3,9	16,3
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	5 630	6 066	6 123	5 954	5 385	5 490	5 524
	-1,6	7,7	0,9	-2,8	-9,6	1,9	0,6
Construction	1 633	1 666	1 705	1 994	2 225	2 145	2 481
	-2,6	2,0	2,3	17,0	11,6	-3,6	15,7
Fabrication	2 281	2 299	2 650	2 833	2 836	2 851	3 010
	-8,6	0,8	15,3	6,9	0,1	0,5	5,6
Commerce de gros	1 648	1 715	1 905	1 986	2 080	2 407	2 635
	0,5	4,1	11,1	4,3	4,7	15,7	9,5
Commerce de détail	1 668	1 678	1 749	1 822	1 934	2 179	2 373
	4,8	0,6	4,2	4,2	6,1	12,7	8,9
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	5 036	5 195	5 246	5 385	5 559	5 746	5 964
	3,2	3,2	1,0	2,6	3,2	3,4	3,8
Services d'enseignement	1 736	1 769	1 807	1 828	1 873	1 913	1 979
	3,1	1,9	2,1	1,2	2,5	2,1	3,5
Soins de santé et assistance sociale	2 119	2 132	2 191	2 268	2 324	2 355	2 422
	-0,4	0,6	2,8	3,5	2,5	1,3	2,8
Administrations publiques	1 787	1 804	1 836	1 852	1 904	1 921	1 962
	3,6	1,0	1,8	0,9	2,8	0,9	2,1

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Alberta[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	70 868 4,6	74 629 5,3	81 883 9,7	93 034 13,6	107 030 15,0	119 144 11,3	129 118 8,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	23 229 -19,6	32 944 41,8	40 750 23,7	51 638 26,7	50 475 -2,3	51 519 2,1	65 766 27,7
Intérêts et revenus divers de placements	10 869 -24,0	13 661 25,7	15 124 10,7	19 299 27,6	21 023 8,9	19 575 -6,9	23 134 18,2
Revenu net des entreprises individuelles	8 436 3,1	9 130 8,2	10 169 11,4	10 269 1,0	10 501 2,3	11 576 10,2	13 422 15,9
Impôts moins subventions	10 942 50,0	11 375 4,0	12 137 6,7	13 357 10,1	14 566 9,1	16 237 11,5	15 725 -3,2
Revenu personnel disponible	78 323 3,7	81 942 4,6	89 556 9,3	98 460 9,9	111 681 13,4	122 312 9,5	133 329 9,0
Taux d'épargne personnelle[2]	7,1 ...	6,3 ...	9,0 ...	9,8 ...	11,7 ...	11,4 ...	14,3 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	71 241 4,1	73 666 3,4	77 356 5,0	82 977 7,3	90 187 8,7	96 022 6,5	98 597 2,7
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	22 621 3,3	23 687 4,7	23 849 0,7	24 807 4,0	26 387 6,4	28 136 6,6	29 532 5,0
Formation brute de capital fixe	43 585 -1,1	47 040 7,9	51 420 9,3	62 719 22,0	68 413 9,1	68 588 0,3	67 558 -1,5
Investissement en stocks	-1 598 ...	1 247 ...	786 ...	2 053 ...	1 411 ...	1 224 ...	974 ...
Exportations de biens et services	93 996 1,0	94 600 0,6	100 774 6,5	101 497 0,7	107 082 5,5	109 967 2,7	108 333 -1,5
Importations de biens et services	79 142 0,5	84 748 7,1	90 853 7,2	102 115 12,4	111 738 9,4	115 767 3,6	117 624 1,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	150 594 2,2	155 359 3,2	163 564 5,3	171 416 4,8	181 791 6,1	187 493 3,1	187 028 -0,2
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	62 863 -1,1	64 092 2,0	68 108 6,3	70 781 3,9	73 734 4,2	73 527 -0,3	70 949 -3,5
Industries productrices de services	81 403 4,0	84 935 4,3	88 951 4,7	93 932 5,6	100 989 7,5	106 724 5,7	110 000 3,1
Production industrielle	48 600 0,5	48 711 0,2	51 189 5,1	52 125 1,8	54 230 4,0	54 196 -0,1	51 835 -4,4
Fabrication de biens non durables	6 444 -0,3	6 383 -0,9	7 194 12,7	7 683 6,8	7 703 0,3	8 012 4,0	7 844 -2,1
Fabrication de biens durables	6 172 -3,8	6 010 -2,6	6 882 14,5	7 612 10,6	8 577 12,7	8 718 1,6	8 528 -2,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 117 -24,6	4 351 39,6	4 981 14,5	5 271 5,8	4 967 -5,8	4 777 -3,8	4 941 3,4
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	32 703 0,9	32 910 0,6	34 024 3,4	34 036 0,0	35 232 3,5	34 904 -0,9	33 122 -5,1
Construction	11 146 0,4	11 180 0,3	12 325 10,2	14 260 15,7	15 240 6,9	15 168 -0,5	15 068 -0,7
Fabrication	12 616 -2,7	12 387 -1,8	14 078 13,7	15 318 8,8	16 372 6,9	16 832 2,8	16 472 -2,1
Commerce de gros	6 706 0,8	7 079 5,6	7 627 7,7	8 479 11,2	9 505 12,1	10 102 6,3	10 464 3,6
Commerce de détail	6 493 8,0	6 752 4,0	6 962 3,1	7 363 5,8	8 369 13,7	9 316 11,3	9 508 2,1
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	22 100 5,1	23 020 4,2	23 918 3,9	25 040 4,7	26 794 7,0	28 316 5,7	29 546 4,3
Services d'enseignement	5 706 2,8	5 927 3,9	6 074 2,5	6 278 3,4	6 589 5,0	6 940 5,3	7 216 4,0
Soins de santé et assistance sociale	6 427 4,6	6 761 5,2	6 970 3,1	7 316 5,0	7 732 5,7	8 250 6,7	8 683 5,2
Administrations publiques	5 632 3,9	5 893 4,6	5 997 1,8	6 145 2,5	6 351 3,4	6 605 4,0	6 937 5,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Colombie-Britannique[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	72 900	75 605	80 599	85 805	93 963	99 894	105 506
	4,1	3,7	6,6	6,5	9,5	6,3	5,6
Bénéfices des sociétés avant impôts	11 389	12 364	16 764	19 411	22 089	21 385	21 857
	-0,0	8,6	35,6	15,8	13,8	-3,2	2,2
Intérêts et revenus divers de placements	8 828	9 151	9 708	10 266	10 475	11 236	12 001
	-0,1	3,7	6,1	5,7	2,0	7,3	6,8
Revenu net des entreprises individuelles	10 644	11 395	12 374	13 112	13 643	14 336	15 028
	8,9	7,1	8,6	6,0	4,0	5,1	4,8
Impôts moins subventions	16 443	17 580	18 664	19 817	20 828	22 171	21 740
	4,0	6,9	6,2	6,2	5,1	6,4	-1,9
Revenu personnel disponible	88 594	91 505	96 903	101 673	110 209	117 363	125 386
	3,8	3,3	5,9	4,9	8,4	6,5	6,8
Taux d'épargne personnelle[2]	-2,9	-4,5	-4,6	-5,4	-4,3	-4,9	-2,9

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	89 238	92 250	96 187	100 221	105 963	111 521	114 602
	3,4	3,4	4,3	4,2	5,7	5,2	2,8
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	28 260	28 357	28 346	28 791	29 687	30 905	32 200
	1,1	0,3	-0,0	1,6	3,1	4,1	4,2
Formation brute de capital fixe	25 912	27 977	31 424	34 757	38 892	39 814	40 223
	0,9	8,0	12,3	10,6	11,9	2,4	1,0
Investissement en stocks	238	665	652	1 184	1 212	1 814	331

Exportations de biens et services	62 706	63 918	67 013	70 116	72 824	72 638	67 719
	1,3	1,9	4,8	4,6	3,9	-0,3	-6,8
Importations de biens et services	68 144	71 816	77 380	82 348	89 495	93 015	91 918
	0,3	5,4	7,7	6,4	8,7	3,9	-1,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	138 193	141 435	146 541	152 998	159 733	164 583	164 161
	3,6	2,3	3,6	4,4	4,4	3,0	-0,3
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	31 664	32 429	34 252	35 780	37 331	36 850	35 254
	3,1	2,4	5,6	4,5	4,3	-1,3	-4,3
Industries productrices de services	95 097	97 599	101 026	104 995	109 372	114 029	115 912
	3,3	2,6	3,5	3,9	4,2	4,3	1,7
Production industrielle	20 906	21 011	21 731	22 869	23 406	23 167	21 651
	3,7	0,5	3,4	5,2	2,3	-1,0	-6,5
Fabrication de biens non durables	5 169	5 256	5 196	5 272	5 379	5 281	4 899
	-1,2	1,7	-1,1	1,5	2,0	-1,8	-7,2
Fabrication de biens durables	8 518	8 629	9 574	9 861	10 662	10 382	9 141
	2,4	1,3	11,0	3,0	8,1	-2,6	-12,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 429	4 500	4 851	4 851	4 811	4 555	3 885
	-1,0	1,6	7,8	0,0	-0,8	-5,3	-14,7
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	4 383	4 298	4 270	4 642	4 566	4 474	4 355
	3,1	-1,9	-0,7	8,7	-1,6	-2,0	-2,7
Construction	6 328	6 927	7 675	8 018	9 022	8 996	9 370
	5,1	9,5	10,8	4,5	12,5	-0,3	4,2
Fabrication	13 687	13 884	14 723	15 083	15 965	15 593	13 955
	0,1	1,4	6,0	2,4	5,8	-2,3	-10,5
Commerce de gros	5 969	6 258	6 430	6 761	7 308	7 931	7 647
	5,5	4,8	2,7	5,1	8,1	8,5	-3,6
Commerce de détail	7 597	7 856	8 280	8 750	9 376	10 031	10 091
	2,7	3,4	5,4	5,7	7,2	7,0	0,6
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	28 078	28 884	30 503	31 805	33 035	34 521	35 327
	3,9	2,9	5,6	4,3	3,9	4,5	2,3
Services d'enseignement	6 781	6 922	7 028	7 271	7 466	7 744	7 968
	0,7	2,1	1,5	3,5	2,7	3,7	2,9
Soins de santé et assistance sociale	9 410	9 554	9 192	9 141	9 385	9 560	9 855
	0,6	1,5	-3,8	-0,6	2,7	1,9	3,1
Administrations publiques	7 128	7 187	7 201	7 176	7 319	7 560	7 846
	3,0	0,8	0,2	-0,3	2,0	3,3	3,8

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Yukon[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	708	729	783	826	906	972	1 032
	2,8	3,0	7,4	5,5	9,7	7,3	6,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	74	68	101	149	135	170	313
	-36,2	-8,1	48,5	47,5	-9,4	25,9	84,1
Intérêts et revenus divers de placements	46	50	54	66	72	82	88
	-8,0	8,7	8,0	22,2	9,1	13,9	7,3
Revenu net des entreprises individuelles	95	101	107	117	124	132	142
	8,0	6,3	5,9	9,3	6,0	6,5	7,6
Impôts moins subventions	92	96	97	97	104	97	97
	7,0	4,3	1,0	0,0	7,2	-6,7	0,0
Revenu personnel disponible	910	935	990	1 106	1 115	1 197	1 272
	6,7	2,7	5,9	11,7	0,8	7,4	6,3
Taux d'épargne personnelle[2]	16,8	13,9	15,4	20,3	16,2	16,9	16,4

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	739	776	801	829	871	910	948
	3,4	5,0	3,2	3,5	5,1	4,5	4,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	654	638	652	666	682	697	704
	5,5	-2,4	2,2	2,1	2,4	2,2	1,0
Formation brute de capital fixe	314	325	419	635	652	697	671
	1,0	3,5	28,9	51,6	2,7	6,9	-3,7
Investissement en stocks	18	10	-4	1	5	9	6

Exportations de biens et services	366	343	359	373	385	412	508
	-11,2	-6,3	4,7	3,9	3,2	7,0	23,3
Importations de biens et services	835	860	934	1 153	1 201	1 273	1 313
	4,8	3,0	8,6	23,4	4,2	6,0	3,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 254	1 231	1 293	1 354	1 401	1 452	1 527
	-1,3	-1,8	5,0	4,7	3,5	3,6	5,2
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	168	140	176	198	211	240	287
	-9,7	-16,7	25,7	12,5	6,6	13,7	19,6
Industries productrices de services	1 024	1 033	1 057	1 093	1 128	1 137	1 157
	1,2	0,9	2,3	3,4	3,2	0,8	1,8
Production industrielle	90	66	83	77	82	98	146
	-7,2	-26,7	25,8	-7,2	6,5	19,5	49,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4	4	4	3	3	3	3
	-20,0	0,0	0,0	-25,0	0,0	0,0	0,0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	52	31	43	40	42	53	88
	-7,1	-40,4	38,7	-7,0	5,0	26,2	66,0
Construction	75	73	93	129	137	151	144
	-11,8	-2,7	27,4	38,7	6,2	10,2	-4,6
Fabrication	10	10	10	11	13	15	17
	-33,3	0,0	0,0	10,0	18,2	15,4	13,3
Commerce de gros	33	34	34	35	43	42	40
	-15,4	3,0	0,0	2,9	22,9	-2,3	-4,8
Commerce de détail	74	75	73	72	75	74	77
	5,7	1,4	-2,7	-1,4	4,2	-1,3	4,1
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	207	214	221	235	248	251	260
	0,5	3,4	3,3	6,3	5,5	1,2	3,6
Services d'enseignement	80	82	82	81	83	83	85
	1,3	2,5	0,0	-1,2	2,5	0,0	2,4
Soins de santé et assistance sociale	96	98	108	117	117	118	121
	0,0	2,1	10,2	8,3	0,0	0,9	2,5
Administrations publiques	287	285	291	297	301	304	306
	2,5	-0,7	2,1	2,1	1,3	1,0	0,7

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Territoires du Nord-Ouest[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 399	1 455	1 540	1 650	1 794	1 950	2 071
	7,9	4,0	5,8	7,1	8,7	8,7	6,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	643	1 129	1 528	1 310	1 251	1 386	1 798
	-15,8	75,6	35,3	-14,3	-4,5	10,8	29,7
Intérêts et revenus divers de placements	197	258	364	308	262	289	284
	17,3	31,0	41,1	-15,4	-14,9	10,3	-1,7
Revenu net des entreprises individuelles	148	158	176	182	188	195	197
	8,0	6,8	11,4	3,4	3,3	3,7	1,0
Impôts moins subventions	168	183	197	204	208	216	212
	9,1	8,9	7,7	3,6	2,0	3,8	-1,9
Revenu personnel disponible	1 326	1 363	1 448	1 541	1 646	1 769	1 877
	2,6	2,8	6,2	6,4	6,8	7,5	6,1
Taux d'épargne personnelle[2]	20,8	18,0	19,6	20,6	22,4	23,8	24,5

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	1 025	1 065	1 095	1 125	1 157	1 202	1 230
	2,9	3,9	2,8	2,7	2,8	3,9	2,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	1 075	1 130	1 153	1 140	1 120	1 154	1 156
	2,5	5,1	2,0	-1,1	-1,8	3,0	0,2
Formation brute de capital fixe	1 318	832	1 243	1 431	1 687	1 824	1 711
	-7,4	-36,9	49,4	15,1	17,9	8,1	-6,2
Investissement en stocks	-3	23	4	16	8	6	2

Exportations de biens et services	1 830	2 508	2 578	2 516	2 571	2 974	2 638
	13,5	37,0	2,8	-2,4	2,2	15,7	-11,3
Importations de biens et services	2 206	2 144	2 557	2 708	2 859	3 015	2 839
	-0,5	-2,8	19,3	5,9	5,6	5,5	-5,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	3 033	3 440	3 543	3 532	3 711	4 138	3 871
	6,4	13,4	3,0	-0,3	5,1	11,5	-6,5
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	1 356	1 699	1 727	1 641	1 745	2 047	1 806
	5,5	25,3	1,6	-5,0	6,3	17,3	-11,8
Industries productrices de services	1 560	1 638	1 710	1 784	1 816	1 898	1 933
	6,5	5,0	4,4	4,3	1,8	4,5	1,8
Production industrielle	1 019	1 447	1 404	1 274	1 288	1 540	1 319
	14,9	42,0	-3,0	-9,3	1,1	19,6	-14,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	17	17	18	19	19	17	17
	6,3	0,0	5,9	5,6	0,0	-10,5	0,0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	956	1 383	1 345	1 216	1 248	1 503	1 281
	20,1	44,7	-2,7	-9,6	2,6	20,4	-14,8
Construction	320	230	313	378	480	539	524
	-19,4	-28,1	36,1	20,8	27,0	12,3	-2,8
Fabrication	21	13	9	14	9	7	7
	5,0	-38,1	-30,8	55,6	-35,7	-22,2	0,0
Commerce de gros	53	58	60	82	76	96	97
	6,0	9,4	3,4	36,7	-7,3	26,3	1,0
Commerce de détail	91	94	98	97	101	114	118
	5,8	3,3	4,3	-1,0	4,1	12,9	3,5
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	340	349	368	379	387	394	402
	8,6	2,6	5,4	3,0	2,1	1,8	2,0
Services d'enseignement	125	130	132	134	137	141	143
	9,6	4,0	1,5	1,5	2,2	2,9	1,4
Soins de santé et assistance sociale	136	148	157	169	176	181	184
	4,6	8,8	6,1	7,6	4,1	2,8	1,7
Administrations publiques	382	385	388	384	389	392	399
	7,6	0,8	0,8	-1,0	1,3	0,8	1,8

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nunavut[1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	627	656	703	736	781	843	871
	12,6	4,6	7,2	4,7	6,1	7,9	3,3
Bénéfices des sociétés avant impôts	57	57	97	90	87	146	189
	-10,9	0,0	70,2	-7,2	-3,3	67,8	29,5
Intérêts et revenus divers de placements	21	26	33	29	32	36	40
	-12,5	23,8	26,9	-12,1	10,3	12,5	11,1
Revenu net des entreprises individuelles	67	72	76	83	88	93	97
	8,1	7,5	5,6	9,2	6,0	5,7	4,3
Impôts moins subventions	47	49	34	43	53	60	58
	4,4	4,3	-30,6	26,5	23,3	13,2	-3,3
Revenu personnel disponible	747	808	860	880	899	964	991
	7,2	8,2	6,4	2,3	2,2	7,2	2,8
Taux d'épargne personnelle[2]	43,1	43,2	43,8	41,8	39,5	39,1	36,4

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	418	443	460	477	499	526	552
	5,6	6,0	3,8	3,7	4,6	5,4	4,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	817	824	819	873	904	895	878
	2,8	0,9	-0,6	6,6	3,6	-1,0	-1,9
Formation brute de capital fixe	277	382	418	426	414	692	958
	-0,7	37,9	9,4	1,9	-2,8	67,1	38,4
Investissement en stocks	-27	15	18	5	2	1	1

Exportations de biens et services	283	167	176	156	189	213	182
	-1,7	-41,0	5,4	-11,4	21,2	12,7	-14,6
Importations de biens et services	817	887	908	936	976	1 216	1 425
	-6,6	8,6	2,4	3,1	4,3	24,6	17,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	951	950	989	1 001	1 023	1 115	1 176
	5,9	-0,1	4,1	1,2	2,2	9,0	5,5
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	190	140	153	147	156	211	249
	-1,6	-26,3	9,3	-3,9	6,1	35,3	18,0
Industries productrices de services	726	753	778	794	809	826	840
	7,7	3,7	3,3	2,1	1,9	2,1	1,7
Production industrielle	93	30	33	26	34	39	31
	-26,2	-67,7	10,0	-21,2	30,8	14,7	-20,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1	1	1	0	2	3	3
	0,0	0,0	0,0	50,0	0,0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	65	12	17	7	19	24	14
	-36,9	-81,5	41,7	-58,8	171,4	26,3	-41,7
Construction	97	125	135	140	140	198	250
	56,5	28,9	8,0	3,7	0,0	41,4	26,3
Fabrication	2	1	1	1	2	2	2
	0,0	-50,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
Commerce de gros	9	11	11	13	12	13	17
	12,5	22,2	0,0	18,2	-7,7	8,3	30,8
Commerce de détail	40	42	43	47	48	50	53
	5,3	5,0	2,4	9,3	2,1	4,2	6,0
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	145	150	156	157	165	171	179
	16,0	3,4	4,0	0,6	5,1	3,6	4,7
Services d'enseignement	99	103	105	107	110	112	115
	3,1	4,0	1,9	1,9	2,8	1,8	2,7
Soins de santé et assistance sociale	69	71	78	87	87	87	87
	1,5	2,9	9,9	11,5	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	245	252	264	274	276	277	272
	6,1	2,9	4,8	3,8	0,7	0,4	-1,8

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

À propos de cette publication

Dans cette publication, on donne un aperçu des événements économiques récents dans les provinces et territoires. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; et 2) le PIB par industrie.

On examine également les tendances des principaux agrégats du PIB en termes de revenus et de dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. En outre, on analyse le PIB par industrie. Cet aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques expliquant les méthodes des comptes nationaux ou analysant un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien*, produit no 11-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, sous le rubrique Comptes économiques provinciaux et PIB provincial par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie :

Les estimations préliminaires sont publiées au printemps suivant l'année de référence et révisées à l'automne de la même année. Lors de la diffusion automnale, des révisions sont aussi apportées aux estimations des trois années antérieures. Normalement, les estimations ne sont plus révisées après cela, sauf quand une révision historique est réalisée, habituellement une fois tous les dix ans. Des révisions statistiques sont faites afin d'intégrer l'information la plus récente tirée des enquêtes, des statistiques sur l'impôt, des comptes publics, des recensements, etc., ainsi que du processus annuel d'étalonnage d'après les comptes d'entrées-sorties.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie :

Cette diffusion inclut les estimations préliminaires pour 2008, sans aucune révision aux données des années précédentes. De plus, les estimations détaillées sur les administrations publiques ne sont pas mises à jour dans la présente publication. Les estimations de l'année 2007 seront incluses dans la publication automnale.

À propos de : *Comptes économiques des provinces et des territoires*

Les comptes économiques provinciaux et territoriaux comprennent des estimations du produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses, du PIB réel, des contributions à la variation en pourcentage du PIB réel, des indices implicites de prix, de la provenance et l'emploi du revenu personnel et des tableaux de données détaillés sur les administrations publiques. Les tableaux détaillés sur les administrations publiques comprennent des données sur le revenu et les dépenses, fondées sur les comptes publics.

Des résumés par sous-secteur de l'administration publique (fédérale, provinciale, locale, RPC et RRQ) sont fournis aux tableaux 6 à 10. Les détails sur les revenus sont présentés aux tableaux 11 à 13. Le tableau 11 présente des données désagrégées sur les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les paiements de transfert effectués par des personnes aux administrations publiques. Le tableau 12 comprend les composantes des impôts sur la production et sur les produits, et le tableau 13, une liste des sources de revenus de placements des administrations publiques. Du côté des dépenses, les principaux transferts aux personnes sont présentés au tableau 14 tandis que les subventions et les transferts de capital au secteur des particuliers et au secteur des entreprises figurent au tableau 15. Enfin, le tableau 16 comprend une liste des transferts les plus importants entre les différents paliers de gouvernement.

Tableaux : *Comptes économiques des provinces et des territoires*

Tableau 01	Produit intérieur brut, en termes de revenus
Tableau 02	Produit intérieur brut, en termes de dépenses
Tableau 03	Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (2002)
Tableau 04	Contribution à la variation en pourcentage, Produit intérieur brut réel
Tableau 05	Indices implicites de prix, produit intérieur brut réel
Tableau 06	Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques
Tableau 07	Recettes et dépenses de l'administration fédérale
Tableau 08	Recettes et dépenses des administrations provinciales
Tableau 09	Recettes et dépenses des administrations locales
Tableau 10	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec
Tableau 11	Impôts directs—Particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques
Tableau 12	Impôts sur production et importations
Tableau 13	Revenus de placements des administrations publiques
Tableau 14	Transferts des administrations publiques aux particuliers
Tableau 15	Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques
Tableau 16	Transferts entre administrations publiques
Tableau 17	Provenance et emploi du revenu personnel
Tableau 18	Certains indicateurs économiques